

Union Socialiste des Forces Populaires

Version résumée
du
Rapport idéologique

CONGRES EXTRAORDINAIRE
10-11-12 Janvier 1975
CASABLANCA

Union Socialiste des Forces Populaires

VERSION RESUMEE
du
Rapport Idéologique

CONGRES EXTRAORDINAIRE

10-11-12 Janvier 1975

CASABLANCA

Le rapport idéologique est le résultat d'un travail d'équipe, réalisé par la commission idéologique, durant plusieurs séances.

Il a fallu tout d'abord arrêter, d'un commun accord une méthode de travail. Celle-ci a été la suivante :

1°_ Discussion de caractère général sur les points essentiels du rapport idéologique, et adoption des grandes lignes d'un plan.

2°_ Constitution d'un groupe de travail chargé de la rédaction du premier projet ;

3°_ Etude détaillée, par l'ensemble des membres de la commission, du projet présenté par le groupe. Après discussions, les rectifications et adjonctions sont adoptées ;

4°_ Mise au point définitive du projet de rapport à soumettre, d'abord, aux sections et fédérations du Parti, et par la suite, au Congrès extraordinaire ;

Ce travail d'équipe nous a permis de réaliser deux documents : Le premier document, un rapport de près de deux cents pages, a été adopté comme document de base : l'analyse, la réflexion, et les conclusions y sont plus poussées. Il est destiné à servir de référence, à fournir des thèmes aux cercles d'étude du Parti, et alimenter les débats sur les problèmes idéologiques . Le deuxième document est un rapport de synthèse, plus concis et présenté de façon telle qu'il puisse servir de document de travail au Congrès extraordinaire. C'est ce projet qui est communiqué aux fédérations et sections du Parti, avant sa présentation au Congrès et dont le présent texte en français est une version résumée.

Une commission spéciale, élue par le Congrès s'est prononcée sur le contenu du projet de rapport, en tenant compte des observations émises par les militants représentants des différentes fédérations et sections. Enfin, sur la proposition de cette commission, le Congrès réuni en séance plénière, a adopté définitivement, le rapport idéologique après amendement.

Introduction

Notre congrès extraordinaire se tient dans des circonstances caractérisées par :

A l'intérieur :

L'incapacité manifeste des classes dirigeantes d'assurer la croissance économique susceptible de permettre le fameux « décollage » économique que, tel un mirage, elles ne croient atteindre que pour le voir s'éloigner davantage de réaliser les objectifs de justice sociale, de répartition équitable des revenus, de garantie de l'emploi, de l'enseignement, de l'habitat et des soins médicaux qui constituent les exigences pressantes des masses populaires. Celles-ci se voient, au contraire, toujours, assigner dans la collectivité nationale, la tâche de supporter les sacrifices d'une seule croissance et d'un seul développement ceux de la richesse scandaleuse d'une oligarchie de profiteurs avec leurs corollaires nécessaires : l'emprise néo-coloniale sur nos richesses nationales, l'approfondissement de l'aliénation de notre civilisation et de notre culture, la régression des revenus, l'extension de la corruption, de l'obscurantisme et, bien entendu de la répression.

A l'extérieur :

La crise du système capitaliste, le renforcement des mouvements de libération et du progrès dans le monde, l'exaspération des antagonismes entre la volonté de libération des pays du Tiers-monde et le système d'exploitation imposé par le capital international et, conséquence de cette situation, le déclenchement d'un processus de restructuration de l'ordre économique international sur la base d'un rapport de force nouveau et

dans des conditions où l'impérialisme, loin encore d'être vaincu, sans changer de nature, tend à changer de méthodes.

A l'échelle de notre Parti :

L'aboutissement du double processus d'épuration, depuis 1962, de nos rangs des éléments défaitistes et opportunistes, d'une part, et de l'enrichissement des expériences de lutte de nos militants avec un double résultat : le renforcement de notre audience auprès des masses populaires, l'approfondissement de notre analyse et partant, de nos conceptions et convictions socialistes. De ce fait, notre Parti reste, et s'affirme de plus en plus, aux yeux des larges masses populaires, malgré toutes les tentatives visant à l'écraser, comme l'héritier légitime et le continuateur authentique du mouvement de libération national. Ses positions et ses programmes cristallisent les aspirations populaires les plus profondes et sont reconnues comme les seules pouvant fonder une alternative crédible aux politiques de régression, d'exploitation et de démission suivies depuis quelques années. Préciser cette alternative, lui donner un contenu clair scientifiquement élaboré, à partir d'une vision globale et concrète de notre histoire et de notre réalité nationales, c'est tracer un cadre idéologique à notre pensée et à notre action et doter les masses populaires d'un instrument de lutte indispensable pour récupérer les fruits dont ils ont été frustrés ceux de leur combat héroïque pour l'indépendance. Car sans une pensée et une stratégie cohérentes, l'action n'est qu'agitation et, sans action responsable, engagée et quotidienne, la pensée n'est, au mieux, que jeu intellectuel.

C'est dire que le présent rapport d'orientation constitue une base d'homogénéisation du comportement, de l'action et de la pensée de nos militants, à tous les niveaux, sans prétendre, toutefois, exprimer des vérités définitives ou tracer un cadre dogmatique et figé à nos luttes. C'est essentiellement un outil de clarification et de mobilisation qui procède d'une pensée collective, d'un effort collectif, et qui doit être constamment enrichi et adapté à la lumière de notre expérience concrète de lutte, et sur la base de l'approfondissement constant de notre analyse scientifique des données objectives de notre réalité nationale et des aspirations des masses populaires.

Il ne peut, en effet, être question, de nous satisfaire de schémas ou de « modèles » de développement qui resteront toujours abstraits et inopérants-quelle que soit l'efficacité qu'ils ont pu avoir ou le processus de transformation révolutionnaire auxquels ils ont pu présider dans des conditions socio-économiques et dans des phases historiques spécifiques –s'ils ne sont pas l'aboutissement sans à priori- d'une analyse scientifique de notre réalité vivante et complexe. Il ne peut, bien entendu, être question, non plus, pour nous de négliger les enseignements des expériences étrangères ou de refuser d'assimiler les acquis scientifiques de l'humanité, qui sont la propriété collective de toute l'humanité.

Tracer un cadre idéologique à notre pensée et à notre action, c'est d'abord partir de l'écoute des masses populaires, de leurs exigences concrètes et rechercher les voies et les possibilités réelles de transformer la réalité en vue de satisfaire ces exigences.

Cette recherche implique, bien entendu, et elle veut être objective, une méthode d'analyse scientifique qui, au niveau actuel du développement de la pensée de l'humanité, ne peut être autre que celle du socialisme scientifique .

Cette méthode d'analyse permet seule, de quitter le terrain des abstractions qui, souvent, servent à cacher les mécanismes réels et la nature du système d'exploitation que subissent les masses. Elle permet seule de ne pas ramener la pensée socialiste à des schémas stéréotypes dont l'impératif de cohérence interne et de justification à partir d'a-prioris idéologiques prime le souci d'une explication correcte de la réalité en vue de la transformer. Quitter le terrain du formalisme qui se prétend scientifique c'est analyser dans leur transformation dialectique, leur interaction, leur totalité, les processus concrets qui donnent à notre économie et à notre société leurs caractéristiques fondamentales et en déterminent le monde et la forme d'évolution. C'est de cette manière que nous assignerons à notre lutte, des options, une stratégie, et des tâches immédiates basées sur des données objectives et une vision correcte des intérêts des masses populaires dont notre Parti constitue l'instrument de mobilisation et l'avant garde organisée.

L'utilisation de la méthode d'analyse du socialisme scientifique procède ainsi, chez nous, autant du souci de mettre au service des masses populaires l'acquis de la science que de l'exigence éthique d'une connaissance objective de notre réalité afin que nos positions et notre engagement ne soient pas fondés sur des leurre ou des mystifications.

Notre option socialiste dont le présent rapport d'orientation précise les fondements et les déterminants, en définit le contenu et les perspectives, apparaît, dès lors, non seulement comme la seule voie de réaliser les aspirations des masses populaires, mais également comme la seule réponse concrète et efficace que le patriotisme militant peut donner aux défis qui se posent à notre pays, en tant que nation et que civilisation.

Première partie

Les déterminants historiques de notre option socialiste

I – LA NECESSITE DE L'ANALYSE HISTORIQUE POUR ECARTER LES EQUIVOQUES ET LES MYSTIFICATIONS

Partir de la réalité concrète c'est d'abord analyser les conditions historiques qui sont à l'origine des structures socio-économiques actuelles de notre pays, déterminer ainsi la nature de notre société que l'on qualifie de « sous-développée » et pouvoir ainsi identifier les structures, les classes et les mécanismes responsables du processus de dégradation continu des conditions de vie de notre peuple, ainsi que les conditions et les exigences de sa libération et de son développement économique, social et culturel.

L'analyse de ce processus pour être complète et profonde doit partir des conditions historiques qui lui ont donné naissance, qui ont déterminé sa nature et qui sont liées essentiellement à la colonisation que notre pays a connue à un moment donné de son évolution. En effet, notre société a subi l'agression coloniale alors qu'elle était essentiellement agraire et pastorale, basée sur des formations socio-économiques où l'appropriation privative des moyens de production ne se manifestait que dans certaines zones limitées géographiquement. Les luttes populaires acharnées qui étaient déclenchées par les collectivités avaient souvent comme enjeu la défense ou le recouvrement par ces dernières des moyens de leur existence et de la base

matérielle de leur cohésion c'est-à-dire leur territoire agropastoral.

Cette dynamique des groupes sociaux qui était, plus particulièrement dans les campagnes, un moteur essentiel de notre histoire nationale, donnait ses caractéristiques spécifiques à notre société et la distinguait fondamentalement de celles qui avaient prévalu dans l'Europe pré-capitaliste par exemple.

De même, s'en distinguaient les villes où les unités de l'artisanat n'avaient subi, sur le plan des techniques de production et de la division du travail, aucune transformation pouvant permettre de les assimiler à des embryons de manufactures, limitées qu'elles étaient par la non généralisation de la circulation monétaire. S'il existait, par ailleurs, une bourgeoisie, celle-ci née d'un commerce limité lié à l'échange entre villes et campagne, n'avait la possibilité d'atteindre un certain niveau d'accumulation des richesses que lorsqu'elle s'adonnait à un commerce international, fort restreint du reste, et toujours soumis aux risques inhérents aux conditions sociales et politiques où il s'exerçait. Cet aperçu, succinct de notre société ancienne vise simplement à montrer que l'intervention étrangère dans notre pays s'est faite dans une société dont les structures et les rapports socio-économiques ne renfermaient pas tous les éléments déterminants de sa mutation en une formation sociale de type capitalise, voire féodale.

Il permet d'éclairer la genèse, et par conséquent, la nature des structures économiques et sociales que nous avons héritées du protectorat et dont aucune refonte fondamentale n'a été opérée jusqu'à présent. La mise en place de ces

structures ne correspondait pas, en effet, à un processus interne d'évolution historiquement déterminé, mais a été imposée, de l'extérieur, et par la violence, à notre société en vue de la mettre, dans sa totalité, au service d'un capital étranger dont les exigences d'accumulation impliquaient l'élargissement constant des sources d'approvisionnement en matières premières et en main d'œuvre de ses industries et des marchés nécessaires à l'écoulement de ses produits.

Dans ces conditions, le niveau et la nature des équipements de base (voies ferrées, réseaux routiers, équipements énergétiques etc ...) le choix des ressources minières à mettre en valeur, des types de spéculations agricoles ou de productions industrielles à promouvoir etc ... ainsi que la détermination des zones d'implantations de ces activités n'obéissaient pas aux critères de la complémentarité ou de la rentabilité propre de ces dernières ; mais à celui de leur adaptation aux besoins du capital impérialiste et au processus de son accumulation accélérée.

De ce fait, l'économie marocaine a pu se diversifier, tout au long de la période coloniale, en vue de répondre, d'abord, aux besoins du marché extérieur, en fonction de l'évolution économique et politique au sein de l'Empire colonial et, accessoirement, à ceux du marché intérieur lequel, dans les conditions d'exploitation et de paupérisation des masses populaires, était, du reste, forcément exigü. C'est ainsi que notre pays a pu connaître, par exemple, un développement relatif des industries de conditionnement et de transformation des produits agricoles ou des industries de finition, à la faveur des exigences nées de la deuxième guerre mondiale, de la rareté relative de la main d'œuvre en Europe ou de la

disponibilité de capitaux coloniaux à la recherche de placements rentables, à la suite du développement ou du succès des mouvements de libération dans certaines régions de l'empire. Ce qui faisait ainsi l'unité profonde du système économique installé dans notre pays et déterminait sa nature, c'était essentiellement sa dépendance d'une économie étrangère dominante où le centre de gravité, la partie motrice drainant tout le processus d'exploitation et d'accumulation était constitué – comme du reste dans n'importe quelle économie capitaliste – par le secteur des industries des moyens de production détenu par le capital étranger et situé, bien entendu, à l'étranger.

Il est résulté d'un tel processus d'implantation, de structuration et de fonctionnement de la formation sociale que nous avons hérité du protectorat que cette dernière n'a aucun fondement historique, ni aucune caractéristique essentielle pouvant justifier son assimilation à une formation capitaliste stricto-sensus. En effet, le secteur des moyens de production lui ayant fait défaut et restant encore l'apanage du capitalisme international dont elle est le sous-produit, notre économie ne disposait - et ne dispose pas encore - de la base matérielle du capitalisme qui joue le rôle moteur dans l'unification de la société capitaliste par le biais de l'impulsion et de la propagation de la technologie et de la division du travail propres à ce système et partant des rapports sociaux de production qui le caractérisent.

De même, n'étant pas « sorti des entrailles » d'une société féodale préexistante dans notre pays. Elle n'avait pas – et n'a pas – le fondement historique du capitalisme. Celui-ci, dans son agression, pendant sa phase impérialiste contre notre

société, a, au contraire, crée de toutes pièces dans notre pays en vue d'assurer comme nous le montrons plus loin – l'encadrement des masses populaires, une pseudo-féodalité qui était – et était restée après l'indépendance – non sa contradiction principale mais au contraire son alliée et une partie intégrante de son système d'exploitation.

Etablir ainsi que notre économie n'a pas les fondements objectifs et historiquement déterminants du capitalisme ce n'est pas seulement soulever une question d'un intérêt théorique évident. C'est surtout, dégager une réalité concrète dont la portée et les conséquences pratiques sont essentielles aussi bien au niveau de la définition des objectifs de développement et de libération que doit s'assigner notre pays qu'à celui des choix pratiques d'ordre économique et politique qu'implique la réalisation de ces objectifs.

C'est, en particulier, porter notre effort de clarification sur trois points essentiels :

1°) Démystifier toutes les implications que recouvrent les notions de « sous-développement » et qui se ramènent à assimiler notre économie à une économie capitaliste retardataire ou en voie d'atteindre par la dynamique interne propre au mode d'accumulation capitaliste le niveau des sociétés développées. L'expérience a montré d'ailleurs que tant que nous n'aurons pas assuré une libération de notre économie :

a - par l'édification de la base motrice de son développement c'est-à-dire le secteur des moyens de production et des industries de base,

b - par l'institution des conditions d'élargissement de ce secteur à savoir la maîtrise et l'accumulation du savoir scientifique et technologique,

Nous devons nous résigner à rester dépendants et à toujours travailler pour l'extérieur selon la loi de l'échange inégal qui se caractérise par la nécessité de toujours travailler plus, produire plus pour obtenir, de l'extérieur, toujours moins d'équipements nécessaires pour travailler et produire. Cet engrenage de la dépendance trace aujourd'hui à notre politique, un cadre contraignant où la satisfaction des besoins chroniques, et toujours croissants, en devises est nécessairement érigée en impératif catégorique, impliquant l'adaptation constante de notre production nationale aux exigences changeantes, et sur lesquelles nous n'avons aucune prise, des marchés extérieurs, et par voie de conséquence, l'exacerbation de nos besoins en devises nécessaires pour opérer ces adaptations.

Ces « cercles vicieux » ne constituent ainsi une fatalité que pour autant qu'ils se situent dans le cadre d'une économie dépendante et servent à justifier le maintien de cette dépendance, l'endettement extérieur qui en découle nécessairement et, par conséquent, l'engagement des générations futures dans le même processus de subordination et de paupérisation.

2°) Dissiper toute illusion d'une société qui serait en voie de développement dont un secteur dit moderne ou capitaliste résorberait progressivement un autre qui serait pré-capitaliste.

S'il y a dualisme dans notre société il ne peut être celui que l'on prétend fonder sur la coexistence dans notre économie

de deux: techniques de production, l'une moderne l'autre traditionnelle, sur disparité de mode de vie ou de mentalité ou encore de système de valeurs. Il ne peut s'agir que du processus de paupérisation de l'implantation de l'économie coloniale et qui se poursuivra tant que seront maintenues les structures de cette dernière où les activités qui répondent aux besoins extérieurs accaparent la quasi totalité de l'effort national alors que les larges masses de notre peuple doivent se satisfaire pour leur survie des retombées de ces activités. De ce fait, le secteur dit moderne reste l'expression du réseau de transfert vers l'extérieur de la plus-value dégagée par le travail de l'ensemble de notre peuple moyennant bien entendu, le prélèvement d'une partie de cette plus-value par les oligarchies nationales intermédiaires. Dans ces conditions prétendre que son développement freine ou empêche, la paupérisation des masses populaires c'est nier sa nature même c'est oublier que ce développement implique cette paupérisation et ne peut, au contraire, avoir comme conséquence que l'élargissement et l'aggravation des disparités entre les bénéficiaires de l'économie coloniale et ses victimes. L'exemple le plus probant, à cet égard est celui des masses rurales : la concentration des terres qui s'est réalisée pendant le protectorat par la triple voie de la colonisation, de la spoliation de l'usure a été encore accentuée au cours des dernières années sous le couvert des impératifs de la productivité et de l'exportation. Cependant, le caractère changeant des besoins des marchés extérieurs et les à-coups que subit, de ce fait, notre production agricole destinée à les satisfaire d'une part, l'exiguïté de plus en plus forte des terres où restent

cantonnées les masses paysannes d'autre part, aboutissent à un déficit chronique de notre pays en matière de denrées alimentaires de base et à une baisse continue de la part de la production destinées à la consommation intérieure. La résorption du prétendu dualisme s'exprime sous la forme de paradoxes :

- notre agriculture doit produire davantage pour une exportation aléatoire en vue de permettre à notre pays d'importer davantage de produits agricoles essentiels à son alimentation.

- nos paysans déjà faiblement monétarisés sont amenés de moins en moins à commercialiser leur production qui, sous l'effet de l'accroissement démographique, suffit à peine - et de moins en moins même - à leur auto- consommation. Le marché intérieur doit donc, au contraire, se restreindre et l'exiguïté des exploitations paysannes ne peut permettre d'espérer une élévation substantielle de leur productivité.

3°) Etablir que la libération de notre économie implique la refonte totale de ses structures et ne peut se limiter à une action sectorielle ou à l'action sur un seul facteur.

C'est qu'en effet, l'économie coloniale comme nous l'avons indiqué, même devenue « nationale et sous- développée », reste, dans ses fondements et ses mécanismes, un système cohérent au service du capital international. Mettre fin à ce système cela implique sa refonte globale par la création de la base matérielle nécessaire à l'accumulation interne sans laquelle il n'y a pas de développement véritable ; la maîtrise des échanges extérieurs, la mobilisation des classes victimes de l'exploitation néo-coloniale, le développement de la formation. Ceci veut dire la planification de la transformation

profonde des structures socio-économique, qui prévalent actuellement dans notre pays.

II - PROCESSUS D'IMPLANTATION DE L'APPAREIL DE L'ETAT ET NECESSITE DE RECONVERSION DE SES ROUAGES

Si le rappel de certaines caractéristiques fondamentales de notre société ancienne a permis d'identifier concrètement notre société actuelle et de saisir par là la mission historique qui nous incombe, le retour à ce rappel, nous permettra de cerner la nature de l'appareil de l'Etat en vue de déterminer son aptitude à assurer cette mission et, le cas échéant, la nécessité de sa reconversion à cette fin.

Eu égard aux caractéristiques de l'organisation sociale, que notre pays a connue au cours de son histoire, il est indéniable que le maintien de notre indépendance nationale et le rayonnement de notre système de civilisation durant plusieurs siècles (particulièrement après l'adhésion de notre peuple à l'Islam) ont été largement déterminés par la nature des structures communautaires et la vivacité des institutions de démocratie primitive qui leur, étaient liées. On peut dire que c'est l'interaction entre ces structures et la pratique islamique quotidienne qui, dans notre pays, a donné, à l'appareil d'Etat sa spécificité en tant que «force organisée de la société». Au niveau local le système de représentation des collectivités (cheikh, Jmaâ) constituait essentiellement une courroie de transmission de la volonté populaire et éventuellement de la résistance populaire aux tentatives despotiques.

Au niveau de la nation toute entière, l'Etat en tant que pouvoir central s'individualisait comme centre de convergence et de cohésion de toutes les composantes de la nation selon la notion islamique de la «Oumma». Cette notion fondée essentiellement sur la nécessité de l'extension de la communauté islamique ou de sa défense contre les étrangers a eu un impact particulièrement intense dans notre pays qui a dû servir de bouclier contre les tentatives de l'Europe voisine durant plusieurs siècles. Ainsi, l'Etat n'était pas un appareil au service d'une cause déterminant la puissance économique comme fondement au monopole du pouvoir politique.

La légitimité du pouvoir et sa reconnaissance par le peuple étaient, au contraire, toujours conditionnée par son respect des prescriptions islamiques relatives à la défense de la nation, sa lutte effective contre toute domination étrangère et aussi sa consultation et sa concertation permanentes avec les différentes unités sociales, par l'intermédiaire de leur système de représentation. Toute tentative de faire dévier ce dernier de simple courroie de transmission et d'instrument de la volonté populaire en un réseau d'exploitation et de répression, se heurtait aussitôt à la vigilance et à l'intransigeance populaires.

La conséquence d'une telle spécificité de notre société pré coloniale est que la lutte pour ce que nous appelons aujourd'hui la démocratie et la lutte patriotique n'ont jamais été qu'une seule et même chose tout au long de l'histoire de notre peuple ; c'est ce qui explique qu'il ait gardé, parmi ses traditions les plus authentiques, son esprit de vigilance et

d'initiative contre toutes formes de domination extérieure ou intérieure.

Ce sont ces traditions qui ont polarisé sa résistance à la domination, dans certaines régions du pays, des grands Caïds manipulés par les puissances étrangères, à la fin du XIXème et au début du XXème siècle, et à la pénétration coloniale dans notre pays. Cette résistance armée ne s'était arrêtée plus de vingt ans après le traité du Protectorat que pour immédiatement reprendre sous une forme politique et déboucher de nouveau sur une lutte armée.

Ce rappel historique est introduit ici pour montrer que l'opposition de notre peuple à la colonisation était - comme était cette dernière - un phénomène total : c'était une opposition à son exploitation, sur le plan économique, à l'agression extérieure contre sa civilisation islamique et sa conception de la nation et à l'instrument de cette exploitation et de cette agression, l'appareil de l'Etat, qui ne pouvait dans ces conditions être qu'un appareil de répression. Cet appareil d'administration de gestion et de répression coloniale avait été, en effet, conçu et organisé en vue de :

- récupérer en en dénaturant la fonction et en domestiquant les organes et les agents traditionnels d'expression et de représentation des unités socio-économiques qui formaient l'essentiel de notre nation (Jamaâ, chioukh, moqaddamine etc...),
- assurer les moyens d'implantation, de gestion et d'extension de l'économie coloniale.

La réalisation de ces deux objectifs s'est faite respectivement par :

- l'institution d'une hiérarchie de serviteurs locaux qui, sous l'appellation de Makhzen, constituaient, grâce à la spoliation des terres et à leur exploitation, sous forme de corvées, une féodalité d'un type nouveau dont la justification procédait du souci de la colonisation d'assurer les conditions de son extension, sous une couverture de légitimité formelle, et d'encadrement interne des populations dominées, victimes de cette extension.

- La mise en place d'un appareil politico-administratif technique et militaire dont les rouages, l'organisation et le fonctionnement: répondaient aux impératifs de l'entreprise coloniale de la quelle il était partie intégrante, et qui obéissait, de ce fait, à des principes de gestion basés sur une centralisation excessive et des règles strictes de hiérarchie et de parcellisation des tâches d'exécution.

C'est ainsi que l'administration coloniale, héritée par le pays de l'ère du Protectorat, n'était pas le reflet et le produit des structures sociales. Son implantation, a eu, au contraire, comme but de subordonner la société préexistante aux nécessités de l'implantation du système de domination. Ses rouages ont, d'ailleurs, précédé l'implantation de la production coloniale moderne. Aussi l'Etat colonial et la législation coloniale avec leurs «institutions représentatives» ne peuvent être considérées comme des superstructures, au contraire, ils ont joué un rôle moteur dans l'implantation, l'extension et le fonctionnement de la production coloniale depuis l'origine. De ce fait, l'antagonisme social et politique dans le protectorat s'exerçait entre le mouvement national et l'appareil colonial. La libération nationale ne pouvait dans ces conditions être effective que si l'appareil d'Etat devait être lui-

même reconverti, en même temps, que les structures socio-économiques. C'est pourquoi, le pacte qui regroupait, dans la même lutte, le mouvement national et Feu MOHAMED V et qui devait trouver sa consécration formelle dans le Plan Quinquennal 1960-1964 était, en réalité, l'expression de ces deux impératifs indissociables et la forme par laquelle ce grand Patriote renouait avec nos traditions authentiques relatives à la conception populaire de l'Etat national, lequel n'était devenu qu'une fiction, sous la colonisation.

C'est cette volonté, à plusieurs reprises, exprimée, par MOHAMED V, sous la forme d'engagements solennels et d'actes concrets, qui fondait, l'identification, par le mouvement national, du rétablissement de 'ce monarque sur le Trône à la libération nationale, et sa reconnaissance comme le symbole de cette libération par tous les patriotes.

Cette volonté commune de libération a trouvé, au lendemain de l'indépendance, dans le Plan quinquennal 1960-64, sa consécration formelle et son contenu concret et ce, sous la forme d'un programme de reconversion de l'économie coloniale et de l'appareil de l'Etat conçue comme l'amorce d'un même et unique processus. Compte tenu des conditions de l'époque, ce Plan préparé, sous la conduite de notre camarade Abderrahim BOUABID (avec la participation effective des masses populaires représentées par leurs organisations syndicales, professionnelles et politiques) constituait une tentative authentiquement révolutionnaire en ce sens qu'il :

- envisageait la refonte de l'économie coloniale comme un tout passant par la réforme agraire, la maîtrise du commerce extérieur, l'industrialisation sous sa double forme : lourde et

légère avec une concentration sur la première des efforts de l'Etat, misé en oeuvre d'une vaste politique de formation et d'équipement socio-culturel en vue de mettre le développement au service de l'amélioration des conditions de vie des masses populaires et de leur promotion,

- et liait cette refonte de l'économie à la conversion de l'appareil de l'Etat. A cet effet, il stipulait :

« Créer les conditions d'une véritable croissance de l'économie implique une transformation et une adaptation des structures administratives et la recherche de techniques d'intervention qui permettent la participation des forces vives du pays aux actions entreprises».

« ... créés dans d'autres circonstances pour faire face à d'autres impératifs, (les services de l'Etat) ne sauraient jouer pleinement leur rôle qu'au prix d'une réforme de leur structure et d'un effort de conversion de leurs méthodes d'intervention».

«... c'est dans cette voie où le progrès politique, le progrès social et le progrès économique se rejoignent, que le pays trouvera le moyen d'affermir son indépendance et d'améliorer les conditions de vie de ses populations.

Mais si cette stratégie globale de libération, élaborée par les forces progressistes, s'appuyant sur les organisations populaires, a été cependant mise en échec par les intérêts néo-colonialistes se cachant derrière les bénéficiaires nationaux de l'économie, coloniale, c'est qu'en réalité le mouvement national avait sous-estimé la priorité qui devait être attachée au problème constitutionnel et, par conséquent, au règlement de la question du pouvoir et de son articulation institutionnelle à la volonté populaire.

La contre-offensive néo-colonialiste et réactionnaire qui est arrivée à faire avorter cette tentative de Libération nationale, démontrait, du même coup, que la solution de la question du pouvoir ne se posait pas _ et ne se pose pas - en termes formels ou personnalisée mais en termes de garantie de libération nationale, de prise en charge par les masses populaires des tâches impliquées par cette libération et de leur mobilisation pour assumer pleinement la défense de ses acquis et veiller à ce que les sacrifices qu'elles consentent ne soient pas détournés au profit des bénéficiaires de l'économie coloniale et du néo-colonialisme qui les a toujours manipulés.

Les slogans de «défense des institutions» puis plus directement «défense de la monarchie» sous le couvert desquels la contre-offensive réactionnaire et anti-nationale a été menée font, en réalité, partie d'un arsenal de procédés de confusion et d'intimidation, auquel les forces de la réaction et de la démission nationale recourent périodiquement afin de justifier le maintien de l'appareil de l'Etat dans la fonction et les structures adaptées à l'économie néo-coloniale dont elles sont bénéficiaires. De tels procédés ont, en réalité, servi à couvrir depuis 1961 deux processus complémentaires

1 - sur le plan économique : on a assisté pendant une longue période, au nom du réalisme, à une orientation sacrifiant le bien être social des masses populaires, leurs aspirations à la terre, au travail, à l'enseignement et à la dignité au profit de la concentration des ressources de l'Etat et des emprunts extérieurs qu'il contractait en faveur du « fameux secteur moderne » et, notamment, dans (l'agriculture érigée en secteur prioritaire par les différents plans. Le tourisme, autre

priorité n'était qu'une manifestation nouvelle de l'extension de l'économie néo-coloniale par la promotion d'une autre activité d'exportation alimentant les circuits de notre dépendance des marchés extérieurs.

La formation des cadres, qui formait la troisième priorité n'était, dans ce contexte, que la renonciation à la généralisation de l'enseignement pour le limiter quantitativement et qualitativement aux besoins de gestion et d'extension de l'économie coloniale.

Le « réalisme » couvrait ainsi une seule réalité : l'exploitation du travail et des sacrifices de notre peuple au profit d'une oligarchie qui devenait l'intermédiaire du capital étranger pour le maintien de sa domination sur nos ressources nationales, avec les corollaires d'une telle situation : l'extension de la misère, de la corruption, de l'arbitraire et de la répression.

Depuis les secousses qui ont agité notre pays et auxquelles une telle situation ne pouvait manquer de conduire, le Plan Quinquennal 1973-77 et les déclarations gouvernementales qui s'y réfèrent érigent le libéralisme en doctrine d'Etat devant tracer le cadre et la voie du développement de notre pays. Ce nouveau slogan emprunté aux économies capitalistes véritables apparaît, eu égard à la nature de notre économie, telle que nous l'avons analysée, comme le type même des idées « importées de l'étranger ».

Il cache en réalité, comme nous le montrerons, un seul libéralisme celui de l'appareil de l'Etat vis-à-vis d'une oligarchie afin de lui permettre et de l'aider à opérer à son profit le transfert de l'économie coloniale et de lui céder une large partie du secteur qu'il contrôle et dont il y a lieu de

souligner l'importance déjà grande avant même l'indépendance.

2 - sur le plan de l'appareil de l'Etat : la contre-offensive des intérêts néo-colonialistes et de leurs valets devait se traduire par le renforcement des structures héritées du Protectorat, et le rétablissement de l'appareil dans la fonction pour laquelle il a été créé. La marocanisation devenait le seul objectif officiel qui couvrait, au même moment, sa «makhzenisation dans la mesure où aux règles de hiérarchie basée sur des critères objectifs de compétence, à celles d'un fonctionnement régi par une logique rationnelle d'organisation, aux valeurs liées à la notion de service public se sont substituées les pratiques de gestion et de conduite des affaires qui caractérisaient le Makhzen, c'est-à-dire des pratiques qui n'obéissent à d'autres règles qu'à celles du bon vouloir, de la gabegie et de l'autorité basée sur les rapports, de subordination et de clientèle.

La jonction de ces deux processus de consolidation de la dépendance économique d'une part, de renforcement et de « makhzenisation » d'un appareil de l'Etat maintenu dans ses structures et sa fonction héritées de la colonisation, d'autre part, détermine le cadre où doivent s'analyser les objectifs et les slogans de la politique officielle et permet de dégager la ligne de démarcation entre les bénéficiaires du maintien et de l'élargissement des structures socio-économiques actuelles et celles qui, s'inscrivant dans la ligne du patriotisme authentique militent ou sont susceptibles de militer pour, leur conversion profonde.

III - NATURE DU DOUBLE ENGRENAGE DE LA DEPENDANCE ET DE LA REGRESSION

La nature de l'économie et de la société marocaines, du mode d'implantation et du rôle particulier de l'appareil de l'Etat déterminent la nature et la fonction des classes sociales nées dans notre pays du processus de structuration qui lui a été imposé et du prolongement de ce processus au cours de vingt dernières années.

C'est que le rôle que joue chacune de ces classes dans un tel processus détermine des capacités objectives à agir sur lui et à le transformer et détermine, par conséquent, sa mission historique dans la formation sociale globale : si la bourgeoisie dans les pays capitalistes, a joué un rôle révolutionnaire dans le développement des forces productives de ces pays c'est parce que, née d'un processus de transformation de la société féodale et de ses contradictions internes, son mode d'accumulation, son rôle économique, les types de rapports sociaux de production qu'ils impliquent et de système de valeurs qui les justifient ne pouvaient s'étendre que par la disparition globale de la société féodale ; cette situation objective historiquement déterminée de la bourgeoisie la vouait nécessairement à être l'agent de la destruction de cette dernière, afin qu'elle puisse promouvoir un nouveau type de société et de civilisation. Elle disposait de l'accumulation nécessaire pour construire les bases matérielles de cette nouvelle société et la doter de la capacité auto-entretenu d'un élargissement constant englobant dans un processus révolutionnaire total l'ensemble de la nation, Cela n'allait pas, bien entendu, sans

développement simultané de contradictions internes favorisant les conditions d'une révolution plus profonde et plus libératrice dont une nouvelle classe - née elle-même de ce processus - la classe ouvrière, était vouée historiquement à en assurer la dynamique, la direction et l'aboutissement.

Dans le cas de notre pays, le processus d'implantation et d'élargissement d'une économie coloniale, imposé de l'extérieur par la bourgeoisie capitaliste du pays colonisateur ne pouvait créer de contradictions qu'entre les masses populaires que ce processus a appauvries et réprimées et les catégories sociales d'intermédiaires et de serviteurs de cette bourgeoisie qui ne peuvent prétendre eux-mêmes à en constituer une, au sens propre du terme. N'en ayant ni les fondements ni la fonction historique, ni les bases matérielles déterminantes ni l'impact socio-économique, elles ne peuvent en avoir ni le rôle ni la capacité révolutionnaire de développement national.

Liées structurellement au capital étranger, créées par et pour son processus d'exploitation et d'accumulation dont elles ne tirent qu'une infime rémunération sous forme de commissions (et ce, quelque soit leur type d'activités commerciales ou industrielles) leur vocation historique, dans un contexte de dépendance, ne peut être que de jouer le rôle d'instrument d'adaptation de ce processus à la division internationale du travail que ce capital impose et modifie en fonction de ses contradictions internes.

Cette situation n'est pas le résultat d'une mentalité ou d'absence d'esprit d'entreprise, ou de "propension" à favoriser telle ou telle activité qui caractériseraient cette classe marocaine prétendant à la bourgeoisie, mais de la

situation objective de dépendance de notre économie et de son mode historique d'implantation.

D'ailleurs, cette classe constituée, au départ, essentiellement par les animateurs marocains du négoce colonial et de la spéculation immobilière a été renforcée, au cours des dernières décades, par des catégories nouvelles plus ouvertes aux techniques modernes d'exploitation et de gestion : il s'agit, en particulier, d'éléments, issus de la classe de type féodal créée par les autorités coloniales, et qui avaient pu, du fait de leur appartenance sociale, bénéficier très tôt, d'une formation parfois supérieure. Ils ont été les promoteurs de la modernisation du secteur rétrograde de type féodal, dans l'agriculture, et les agents de conversion et de disparition de la pseudoféodalité qui existait dans notre pays, au lendemain de l'indépendance. Ils ont constitué une fraction dynamique des animateurs des activités, dites modernes, dans notre économie. Il s'agit également de techniciens et de cadres supérieurs issus d'horizons sociaux différents et dont plusieurs ont pu acquérir, au sein de l'administration, publique ou semi-publique, une grande expérience des mécanismes de l'économie capitaliste et des méthodes du néo-colonialisme.

Ces catégories parfois dynamiques et compétentes ne sont, cependant pas plus productives, que les autres : leur formation et leur expérience des techniques de gestion capitalistes leur permettent, tout au plus :

- d'être plus utiles au capital étranger dans les activités plus élaborées que la division internationale du travail implique d'implanter dans notre pays.

- ou d'être plus ingénieux dans les opérations de «marocanisation » ou les spéculations boursières.

De même, la diversification qu'a connue dans la même période notre économie a permis aux éléments de cette classe de diversifier leurs domaines d'activité pendant longtemps liés aux seuls secteurs commercial et immobilier.

La transformation constante des exigences du capital international et la nécessité des ajustements qui en découle pour notre économie, amènent nécessairement cette classe à modifier les formes, les méthodes et les domaines de ses interventions, tout comme elles mettent l'appareil de l'Etat - dont a vu le niveau d'intégration et d'adaptation à l'économie néo-coloniale - dans l'obligation de modifier constamment son orientation économique, ses options et ses méthodes, donnant ainsi à sa politique le caractère improvisé, instable et incohérent que l'on s'accorde, aujourd'hui quasi-unanimement, à déplorer.

C'est ainsi que l'industrialisation hier considérée, comme une utopie à laquelle on opposait «le réalisme» de la priorité du secteur touristique, devient, aujourd'hui, le slogan officiel le plus agité et justifie une série d'avantages accordés à la classe marocaine préparée à jouer le rôle de relais du capital étranger. Elle donne l'illusion que cette classe, est en voie de devenir entreprenante et productive comme celle qui avait assuré, par l'industrialisation, le développement des pays capitalistes qui, aujourd'hui, nous dominent.

Ce type d'industrialisation constitue d'ailleurs aujourd'hui, vides de valorisation plus ou moins poussée de certaines de nos ressources minières ou agricoles, ou de finition et de montages alimentant des circuits d'importation et

d'exportation c'est-à-dire essentiellement des activités complémentaires de l'exportation de nos ressources humaines puisque la valorisation nationale ne dépasse pas l'incorporation d'une masse plus ou moins importante de travail, facteur rare dans les pays capitalistes développés.

Cette «industrialisation » ne correspond en fait, qu'à l'une des recommandations qui émanent de tous les organismes internationaux liés à l'impérialisme et répond aux exigences de ce dernier, nées de ses contradictions internes lesquelles s'expriment en particulier sous forme de conflits sociaux liés à l'immigration de la main d'œuvre étrangère, de la pollution, de la nécessité d'élargir ses marchés dans le Tiers Monde, de la crise des matières premières, de l'instabilité monétaire etc...

Il ne s'agit, en aucune façon de l'industrialisation conçue par les progressistes et qui, par la mise en oeuvre d'un processus profond et global, doit permettre de doter notre pays des industries de base et de la technologie nécessaires à la libération de notre économie, à son intégration et à l'amorce de son développement entretenu par sa dynamique interne.

La confusion qui risque ainsi de s'établir, à cause de la correspondance formelle entre le slogan officiel et le mot d'ordre progressiste d'industrialisation doit ainsi être levée. Elle trouve en fait sa racine profonde dans la fiction largement entretenue que notre Système économique est celui d'une économie capitaliste en voie de développement.

Accepter cette fiction. c'est d'emblée situer la lutte idéologique et politique sur un terrain de confusion et de mystification et la faire dévier des enjeux qui découlent de la

réalité socio-économique de notre pays pour la transposer dans le domaine des abstractions. Le débat s'écarte alors des valeurs patriotiques de la lutte de notre peuple contre l'impérialisme impliquant concrètement la lutte, pour la reconversion des circuits et des appareils dont profitent les classes qui assurent le renforcement de la domination étrangère. Il se réduit aux justifications idéologiques des grands systèmes économiques ou encore des expériences de développement étrangères «modélisées» pour déboucher sur des positions et des programmes mystificateurs ou des schémas stéréotypés.

A cet égard, la mystification est évidente lorsque les slogans agités par la classe d'intermédiaires bénéficiaires de l'économie néo-coloniale se réfèrent au « libéralisme » comme « voie au développement » de notre pays essayant de donner ainsi une justification cohérente à son pouvoir qui, on le sait, n'est fondé, dans la réalité, que sur le conditionnement de l'ensemble de notre société et de notre économie pour l'exploitation impérialiste et sur l'intervention dans tous les domaines de l'appareil de l'Etat pour le renforcer et le maintenir. Le libéralisme sert ainsi de couverture à la liquidation du secteur public et au transfert des activités les plus rentables qu'il contrôle à une oligarchie de profiteurs. L'appareil de l'Etat «libéral» se met ainsi au service des circuits de dépendance de notre économie et renforce la base sociale du système néo-colonial qui exploite notre peuple.

Il convient également d'inclure, dans le même ordre de mystifications, les slogans de nationalisations de tel ou tel secteur et de diversification de nos marchés extérieurs

présentés, comme des fins en soi, les remèdes - miracles qui garantissent notre développement.

En effet, si la diversification de nos marchés extérieurs ne peut au mieux, sans reconversion de notre économie et maîtrise par un Etat démocratique de l'ensemble de nos relations internationales, être qu'une diversification de la dépendance, les nationalisations dès lors où ils ne sont pas seulement un moyen et un instrument au service de cette reconversion, ne peuvent être que des mots d'ordre fallacieux et mystificateurs.

Les nationalisations peuvent, en effet, ne correspondre, sans, ces conditions, qu'à la mise en place de relais au capital étranger et d'instruments nécessaires pour mettre des ressources publiques supplémentaires au service des bénéficiaires de l'ordre économique établi. Il suffit de souligner, à cet égard, le rôle de ce genre d'interventions de l'Etat du temps même du Protectorat pour qu'il ne soit plus utile d'insister. D'autant plus que ces «nationalisations» concernant souvent des activités déficitaires ou des domaines qui nécessitent des capitaux importants ou comportent des risques que les possédants ne veulent pas prendre. Remarquons enfin que l'expérience des organismes publics au Maroc montre que ces nationalisations peuvent simplement répondre au seul impératif d'une plus grande efficacité dans l'adaptation de nos productions aux exigences des marchés extérieurs et sont parfois aussi, grâce aux moyens immenses qu'ils concentrent, un instrument de consolidation de la clientèle politique de la classe bénéficiaire de l'ordre néo-colonial.

De tels slogans mystificateurs ne sont pas le fait seulement des possédants, Nationalisations, réforme radicale des structures etc ... sont des refrains repris par d'autres milieux qui prétendent représenter la classe ouvrière et le mouvement progressiste dans une stratégie de confusion et d'attentisme défaitiste.

Cela n'est d'ailleurs pas particulier à notre pays et constitue la conséquence nécessaire de toute analyse prétendument progressiste et socialiste qui n'est pas l'expression d'une lutte concrète avec tous les sacrifices qu'elle implique. Quiconque reste en marge de la lutte populaire concrète transforme nécessairement la théorie socialiste et la ramène à une énumération de slogans abstraits. Dans de telles conditions le rôle d'avant garde de la classe ouvrière devient nécessairement une question saisonnière de défilés bruyants. En fait, il s'agit de mentalités et de méthode qui font partie -intégrante d'une situation politique et sociale de confusion où les démagogues comme les possédants ont intérêt au maintien de cette situation, sont objectivement l'ennemi de tout processus et de tout mouvement de transformation et de lutte et visent à réduire la classe ouvrière à une contradiction purement abstraite d'un capitalisme national lui-même fictif. Il résulte de cette situation que l'appareil de direction syndical se mue progressivement en un appareil de paralysie puis de répression des organisations des travailleurs. Une telle évolution dont souffre aujourd'hui le mouvement progressiste dans notre pays et dont la gravité et les conséquences sont vécues par tous les militants du mouvement populaire la libération montre combien il est nécessaire d'intensifier la

lutte sur le front idéologique, combien il est nécessaire de sortir des schémas stéréotypés et dogmatiques, de sortir du terrain des abstractions ; c'est le seul moyen de parvenir à une analyse correcte de notre société, de la nature et de la fonction des classes possédantes. C'est aussi le seul moyen de distinguer entre le progressisme véritable et les slogans mystificateurs. C'est le seul moyen de situer correctement la ligne de démarcation entre les bénéficiaires et les victimes du système de dépendance et de régression entre les militants de la libération véritable et ceux qui ont intérêt au maintien du statu-quo.

La méthode d'analyse du socialisme scientifique et son application aux conditions concrètes de notre économie et de notre société permet, seule de dépasser la pensée mécaniste et analogiste et les schémas abstraits inopérants ou mystificateurs qui lui sont liés. Elle seule est en mesure de fixer correctement la ligne de démarcation entre les continuateurs du patriotisme véritable et les tenants de la mystification néo-colonialiste, selon le tracé que lui indique la réalité concrète.

Elle nous a permis de montrer clairement que :

- notre société n'est pas l'expression d'une phase de développement interne du capitalisme mais le sous-produit du capitalisme international, à un niveau historique de son expansion et le résultat de son agression contre notre économie et notre peuple.

- La bourgeoisie nationale dans le contexte international et national actuel tend à se confondre avec la bourgeoisie compradore mercantile et dominée et ne peut prétendre dans ces conditions, assurer et conduire notre développement

national par la dynamique propre au capitalisme, n'ayant pas le mode et la base d'accumulation capitaliste nécessaires pour cela et ne pouvant jouer de ce fait, que le rôle de relais du capital étranger et d'instrument d'adaptation de notre économie à ses exigences.

- l'absence des données et des conditions d'un capitalisme national véritable vide de toute signification concrète le débat idéologique basé sur l'évolution de la dynamique propre à ce système, comme moteur de notre développement et réduit ce débat à des abstractions ou à des discussions académiques. La spécificité de notre situation est telle que tout antagonisme politique basé sur les justifications idéologiques du capitalisme est une mystification ou une analyse mécaniste et analogiste de notre réalité nationale.

- les structures socio-économiques et l'appareil de l'Etat installés dans notre pays par et pour le processus de la colonisation et de la dépendance, doivent être, pour être en mesure d'assurer la libération de notre peuple, profondément reconvertis grâce à leur refonte globale.

La méthode du socialisme scientifique nous permet aussi de saisir comment il y a une solidarité objective entre les bénéficiaires de la dépendance, pourquoi dans la phase actuelle de notre développement, les distinctions entre bourgeoisie nationale et bourgeoisie compradore sont factices tout comme elle permet, de montrer pourquoi dans cette phase sont également factices et trompeuses les distinctions entre les victimes du double engrenage de la dépendance et de la régression - Ceux qui s'accrochent, de bonne foi ou non, à ces distinctions abstraites et sans fondement objectif camouflent l'unité du processus de

régression et, de ce fait, camouflent, le caractère global et unique du système de dépendance.

IV - L'UNITE DU PROCESSUS DE REGRESSION SUBI PAR LES MASSES POPULAIRES

Si les déterminants historiques de notre réalité nationale font de la libération économique et sociale un impératif indissociable de la conversion de l'appareil de l'état, la réalisation de cet impératif impliquant une démocratie véritable qui rejoigne les saines traditions de notre peuple relatives à sa conception de l'Etat. C'est là que se trouve la source profonde de notre option socialiste qui n'est ainsi ni le produit, ni le résultat d'un apriorisme idéologique, ni l'appendice national d'un mouvement international, mais la consécration et le prolongement du mouvement national de libération. C'est le seul continu concret possible du patriotisme mettant à son service une méthode scientifique d'analyse de la réalité et s'assignant des tâches concrètes de transformation de cette réalité à la lumière de ses possibilités objectives.

Toutes les forces sociales qui s'identifient idéologiquement au mouvement national de libération ne peuvent qu'y souscrire.

Ce sont cependant les classes objectivement victimes du système néo-colonial d'exploitation qui trouvent dans cette option le cadre idéologique et l'instrument de lutte pour la refonte de ce système. Ces classes, eu égard aux caractéristiques de notre société, couvrent la totalité des masses populaires, et, à leur tête, le fer de lance de

libération nationale, la classe ouvrière, et les larges couches de la paysannerie opprimée.

C'est l'ensemble de ces masses populaires victimes du processus d'implantation et d'élargissement de l'économie coloniale et de son adaptation constante, sous la forme d'une économie dépendante et néo-coloniale, qui continuent à subir quotidiennement et dans leur chair l'exploitation et la régression sociale et culturelle liées à ce processus.

La prolétarianisation de la paysannerie n'a pas en effet cessé de s'étendre. Le dénuement des petits paysans et la dégradation du revenu monétaire des paysans moyens ne cessent de s'accroître avec la concentration des terres et la mobilisation des ressources de l'Etat dans des barrages destinés à profiter, surtout, aux gros propriétaires capables de répondre aux impératifs de la productivité et de l'exportation. L'ancienne oligarchie d'auxiliaires de l'autorité coloniale ou leurs héritiers en «modernisant» les latifundias retardataires qu'ils louaient ou donnaient en association, par lots, aux paysans, enlèvent à ces derniers même les possibilités que leur offrait le système rétrograde qui prévalait, au temps de la colonisation, dans les campagnes.

Les dépossession, par abus d'autorité, ne sont plus l'apanage de l'ancienne autorité coloniale, puisque la provocation, suivie de l'emprisonnement pour «refus d'obtempérer» reste la méthode classique et efficace pour contraindre les récalcitrants à céder le lopin dont ils tirent leur maigre subsistance. Par ailleurs, la mercantilisation de larges secteurs de l'agriculture et l'impératif de l'exportation ont généralisé le système de la location de la terre à ceux qui disposent des moyens financiers propres et des crédits

nécessaires pour les cultures et les produits de qualité conforme aux normes d'exportation, accentuant la concentration des exploitations.

L'exode rural n'a fait que s'amplifier et le recensement de 1971 montre que la proportion des habitants des campagnes est tombée à 65 % sans que «l'urbanisation» corresponde à une industrialisation véritable ou, du moins, à une industrialisation à grande échelle. Le chômage et le lumpen prolétariat s'élargissent dans les villes comme dans les campagnes. L'opération dite «promotion nationale» conçue pour juguler le phénomène, n'a fait que montrer l'ampleur de la régression, puisque des éléments du lumpen prolétariat des villes et des campagnes sont souvent obligés de soudoyer des fonctionnaires corrompus pour participer à ces chantiers qui leur permettent de disposer d'un minimum de revenu.

Le «débouché» le plus important pour cette richesse naturelle qui s'ajoute aux autres matières premières, est l'exportation de main d'œuvre en Europe, qui constitue actuellement une des principales sources de devises du pays. Les activités des commerçants sédentaires ou ambulants continuent à subir et à exprimer la paupérisation des masses.

L'activité des petits commerçants ambulants absorbe une part des paysans et artisans proléтарisés, le réseau de distribution du négoce colonial amélioré ne faisant que s'amplifier. Le nombre des candidats à ces activités étant illimité, leur marge bénéficiaire est plus que minime. Il s'agit en général de semi-chômeurs dont le revenu réel est inférieur à celui d'un ouvrier de l'industrie. Ceux qui, à force

de privations et d'éloignement de leur famille restée, à la campagne, finissent par constituer un capital et apparaître comme des « commerçants » véritables, doivent pour subsister, travailler de jour et de nuit. Cette masse de boutiquiers reste en attente d'un emploi stable et bien rémunéré, cela d'autant plus qu'elle n'a pas la possibilité d'influencer les services du fisc (par en haut). L'urgence de la perception de l'impôt a conduit parfois même à des méthodes de pression inédites qui consistent à prendre la personne du boutiquier comme « garantie » jusqu'à ce que sa famille se procure la somme nécessaire à le faire libérer.

Par ailleurs, les commerçants intégrés dans les circuits des distributions organisés et dont l'utilité sociale est certaine puisqu'ils sont au service des larges masses de consommateurs dans les différentes branches et surtout dans le secteur de l'alimentation sont, de leur côté, soumis à l'exploitation des importateurs et grossistes qui disposent des moyens légaux et occultes de leur imposer leur prix et aux exactions des autorités du fisc et celles chargées de la répression des fraudes qui leur réservent - en particulier dans des conjonctures politiques données - les foudres qu'elles ne peuvent abattre sur les responsables réels de l'inflation. La concurrence que leur livrent les boutiquiers ambulants et la colère souvent injuste dont ils sont l'objet de la part des consommateurs créent ainsi des conditions de conflit et d'antagonismes factices entre les mêmes victimes du système de dépendance et d'exploitation.

Les artisans de plus en plus prolétarisés exploités et aliénés sont également les victimes de la régression généralisée et de la dépendance de notre économie. La concurrence des

produits importés, la paupérisation des masses populaires et les impératifs de l'exportation les privent de la stabilité et de l'expansion d'un marché intérieur, les soumet à l'exploitation d'un réseau complexe d'intermédiaires, au niveau aussi bien de l'approvisionnement que de l'écoulement de leurs produits et aliènent leur créativité aux exigences d'un marché touristique changeant et factice.

Le fonctionariat dans l'administration et le secteur semi-public, est devenu pour les masses populaires l'espoir de placer leurs enfants. Dans les premières années de l'indépendance, la marocanisation de l'appareil de l'Etat a été un débouché important pour la jeunesse non analphabète. Au même moment, et sous l'impulsion du Mouvement National qui avait dû créer son propre enseignement libre face à la politique malthusienne du Protectorat, un grand mouvement de masses a imposé l'élargissement de la scolarisation. L'appareil de l'Etat n'a fait que se développer, en nombre, pour les raisons déjà étudiées, et sa marocanisation total à l'échelon des petits fonctionnaires et employés a été possible moins de 10 ans après l'indépendance. Cette catégorie qui fait partie intégrante des masses populaires a subi le gel de ses salaires et indemnités durant 19 ans tandis que le coût de la vie avait pratiquement doublé.

Par ailleurs, la diversification relative de l'économie et l'extension de l'appareil de l'Etat ont amené la formation de techniciens et de cadres nationaux dont la partie non corrompue - quelle soit dans le secteur public, semi-public ou privé - se voit la victime d'un phénomène d'aliénation de plus en plus ressenti son savoir, sa compétence, sa créativité et

son travail qu'elle met au service de son pays ressortent sous la forme de décisions et de politiques qui consolident les réseaux de domination de l'impérialisme sur notre économie et notre société.

Enfin, la « makhzenisation » de l'appareil administratif et la gangrène de la corruption, ont en outre exposé la totalité des fonctionnaires et employés non corrompus au système du bon vouloir et de l'humiliation répercutés à tous les échelons, cela d'autant plus que la direction de l'organisation syndicale a délibérément et systématiquement liquidé la majorité des fédérations de la Fonction Publique depuis qu'elle a fait avorter la grève du 17 juin 1961.

La classe ouvrière dont la lutte a, de même, subi l'action de paralysie de l'appareil syndical, ce qui a permis aux classes possédantes et au capital colonial d'ignorer la législation existante, malgré leur reconnaissance en 1959 de l'échelle mobile des salaires, a vu son niveau de vie se dégrader. Le dernier relèvement qu'ont connu ses salaires n'a été qu'un leurre puisqu'il n'est intervenu que pour faire admettre un relèvement plus substantiel du coût de la vie lequel ne cesse d'ailleurs, de se poursuivre; à une allure accélérée. La direction de l'organisation syndicale a mené une véritable politique de répression contre les syndicats les plus actifs, paralysant ou «laissant pourrir dans, l'isolement les luttes que la répression brutale n'a pu détruire. Les «grèves sauvages», s'étant cependant multipliées, la direction de l'UMT. a tenté, par les manœuvres, de les récupérer afin de les maintenir dans les limites tracées par les exigences du maintien de l'appareil et de ses bénéficiaires. Cette fonction de la direction ouvriériste est connue et vécue par les

militants. Les conséquences sur la paralysie de la classe ouvrière ont ainsi créé une situation qui a amené certains à douter du rôle révolutionnaire d'avant-garde des travailleurs.

En réalité, la nouvelle classe ouvrière née avec l'économie coloniale et gardant ses attaches profondes avec le milieu rural dont elle est issue, a été l'élément moteur du processus révolutionnaire qui a abattu le Protectorat. Son encadrement, après l'indépendance dans un syndicalisme semi-officiel, vivant des moyens fournis par l'Etat, et les calculs politiques d'une direction habituée aux marchandages et aux transactions, tout cela a abouti à la situation actuelle du syndicalisme qui fera l'objet d'un rapport détaillé de notre parti, qui a été et restera le parti de la classe ouvrière, avant-garde des masses populaires et force motrice de leur lutte.

Si cette classe ne s'est plus développée quantitativement selon le même rythme que durant le Protectorat puisqu'elle représente actuellement la même proportion de la population, elle a subi des transformations qualitatives qui ont renforcé son potentiel principalement grâce :

- à la marocanisation totale des cadres moyens de la production, et ce, même dans les techniques les plus complexes,
- à l'élévation du niveau moyen d'instruction parmi les travailleurs en raison même de la politique malthusienne pratiquée au niveau de l'enseignement secondaire : l'emploi de manœuvres et de travailleurs manuels est le seul débouché aux dizaines de milliers d'élèves exclus chaque année.
- La classe ouvrière contient ainsi le potentiel d'encadrement et de formation syndicale et idéologique qui lui avait manqué

et qui favorisait sa soumission aux caporaux de l'ouvriérisme.

L'ensemble des masses populaires constitue ainsi, sous différentes formes, et à des différents niveaux, les victimes du système de répression imposé à notre pays. Les conditions objectives de leur solidarité et de leur alliance avec la classe ouvrière dans la phase actuelle de notre développement se trouve essentiellement là.

Si le système de dépendance actuel utilise les victimes de la régression les unes contre les autres (lumpen prolétariat comme armée de réserve contre la classe ouvrière, concurrence artificielle des boutiquiers ambulants contre les détaillants, fonctionnaires contre les masses populaires etc...) il a surtout créé les conditions de son auto-destruction : le processus de régression des masses populaires est un, quelque soit le jeu joué par l'attentisme ouvriériste et les slogans de «petite bourgeoisie» qu'il agite contre le mouvement progressiste pour justifier l'isolement de la classe ouvrière de la lutte politique concrète. L'utilisation faite du concept de «petite bourgeoisie» doit être ici explicitée afin que nos militants prennent davantage conscience des procédés de mystification qui peuvent résulter des abstractions.

En effet, la notion de «petite bourgeoisie» est un alibi politique d'autant plus «révolutionnaire et scientifique» qu'il va comme un gant à tous ceux qui sont restés en marge de l'action concrète ou l'ont délibérément sabotée. Ce concept est tiré des classiques de la littérature socialiste, qui analysent la situation de la petite bourgeoisie, dans le contexte européen, lors de la concentration du capitalisme

sous forme de monopoles industriels et commerciaux. Cette petite bourgeoisie de rentiers, de commerçants de propriétaires individuels aisés (par rapport au niveau de vie moyen de l'Européen) était condamnée par la dynamique capitaliste.

La concentration monopolitique éliminait les activités marginales et le mouvement prolétarien ébranlait les fondements même du capitalisme et de la propriété privée à laquelle la petite bourgeoisie est attachée plus que les technocrates des monopoles.

De par son éparpillement, elle ne pouvait constituer une force politique organisée. De par sa nature de classe menacée par deux dangers à la fois, elle ne pouvait que louvoyer (opportunisme)

ou réagir par des actions désordonnées et désespérées devant le danger le plus menaçant (aventurisme).

Plaqué sur notre réalité sociale, ce schéma est vidé de son contenu socialiste pour n'être qu'un alibi, un slogan utilisé pour tenter d'isoler la classe ouvrière de l'action des masses populaires. Il est agité par la direction ouvriériste contre tout effort d'organisation politique des travailleurs, contre toute action tendant à susciter et coordonner l'action concrète au niveau de l'ensemble des masses populaires historiquement solidaires contre le système de dépendance et d'exploitation que subit le pays.

C'est là un aspect des contradictions internes du mouvement populaire de libération qui ne sont d'ailleurs pas particulières à notre pays : les partis prolétariens qui, souvent, s'arrangent le monopole de la pensée socialiste n'ont eu qu'un impact marginal dans la lutte de libération des peuples. Mais croyant

avoir généralisé et vulgarisé la pensée socialiste, ils n'ont en fait qu'introduit des schémas vidés de leur contenu, qui deviennent des slogans polémiques ou des étiquettes collées aux mouvements issus des masses populaires. En réalité, le concept de «petite bourgeoisie» se ramène dans les conditions de notre pays à son contenu psychologique, sert à désigner une façon de réagir aux événements et n'est agité qu'à des fins polémiques et pour justifier l'immobilisme et éluder les luttes concrètes. Ce n'est pas seulement une déformation de la pensée socialiste, mais un procédé antisocialiste qui transporte la lutte idéologique sur le terrain des abstractions, le terrain fertile aux équivoques réactionnaires que, seule, l'analyse historique et dialectique permet de dépasser.

Cette analyse historique concrète du système que l'on qualifie abstraitement le «sous-développement depuis son point de départ, c'est-à-dire depuis la pénétration coloniale, nous a permis de préciser la spécificité du processus de transformations socio-économiques imposé à notre société par l'agression coloniale.

Elle nous a permis de mettre en évidence l'unité de ce processus et de montrer le caractère mystificateur du concept de sous-développement, le caractère mystificateur de l'idée selon laquelle il y aurait deux secteurs : l'un traditionnel et l'autre moderne, deux sociétés ou modes de productions coexistants l'un à côté de l'autre, l'un superposé à l'autre et le caractère mystificateur, inopérant ou fictif des positions idéologiques qui s'inscrivent dans le cadre défini par ces notions.

En fait, la conclusion essentielle de l'analyse dialectique de ces transformations est que dans le cas de notre société, il n'y a pas seulement l'aliénation de l'homme, l'aliénation du travailleur par la technique et les rapports de production capitalistes lesquels ne sont, dans notre cas, que la projection et le prolongement du type de rapports existant dans le système impérialiste dominant. Il y a aliénation d'un peuple, d'une civilisation, d'une culture, grâce à leur subordination forcée aux besoins impérialistes extérieurs opérée selon -un processus global de transformations économiques, sociales, culturelles et politiques, qui a abouti à un nouveau système global avec sa propre cohérence en tant que système de dépendance, avec ses propres contradictions dialectiques. L'engrenage de la dépendance et de la régression sociale est un. La libération de l'homme dans notre pays est indissociable de la libération de notre économie et de notre territoire intégrés dans le système international de domination.

V - LE SYSTEME INTERNATIONAL DE DOMINATION IMPERIALISTE ET SES CONTRADICTIONS

Il convient, à cet égard, de souligner que si l'évolution historique qu'à connue notre pays et la nature du réseau de dépendance où il se trouve inséré la place aujourd'hui sous les contraintes du capitalisme international, celui-ci subit une crise généralisée et affronte un mouvement de contestation intérieure et extérieure dont l'aboutissement donnera, à n'en point douter, à la décade en cours un caractère décisif qui engagera, pendant longtemps, les rapports internationaux et

influera, par voie de conséquence, sur les possibilités de libération et de développement de notre pays. Cette situation donne, de son côté, à notre alternative son caractère d'urgence historique pour la sauvegarde de notre entité nationale et présente, pour nous, un autre faisceau de déterminants qu'il nous faut brièvement esquisser.

En effet, le système capitaliste international traverse une crise profonde qui dépasse l'économique et la politique puisqu'elle affecte le type de civilisation même qu'il véhicule à travers sa dynamique fondée sur la maximisation du profit l'exploitation de l'homme et des peuples, la croissance matérielle qui devient une fin en soi. Le durcissement des conflits sociaux, l'installation de l'inflation, l'aliénation de l'homme aux contraintes de la civilisation capitaliste, l'appauvrissement culturel et, spirituel; le dépérissement de toutes les valeurs fondamentales de la bourgeoisie, l'emprise de la société de consommation, l'échec de la démocratie formelle, enfin les difficultés dues aux avatars du système économique international sur le plan énergétique, monétaire et autre, tout ceci consacre la crise du capitalisme en tant que mode de production et que civilisation et lui impose de réajuster sa forme de domination dans le monde afin d'en assurer le maintien. Par ailleurs les limites des voies néo-coloniales baptisées «libérales», l'incapacité prouvée de l'Occident et des castes privilégiés à résoudre les problèmes du «sous-développement dont souffre la plus grande partie de la population mondiale a certes approfondi la prise de conscience collective des pays du Tiers Monde grâce aux actions militantes des forces progressistes auxquelles nous appartenons ; ce qui a engendré la contestation générale

contre l'emprise néo-coloniale et la multiplication des initiatives de libération principalement de la part des pays producteurs de matières premières. Si un tel processus est de nature à favoriser nos projets de libération puisqu'il consacre la longue lutte des masses populaires dans le Tiers Monde, contre l'impérialisme, notre vigilance ne doit nullement, pour autant, s'atténuer.

C'est qu'en réalité, les pays capitalistes gardent encore beaucoup d'atouts dont nous devons prendre conscience : leur avance technologique, leur potentiel économique, technique, scientifique, la grande dimension de leurs firmes leur donnent encore les moyens de maîtriser les circuits commerciaux et financiers, de renforcer leur solidarité organique, surtout dans les phases de difficultés aigus, et de s'adapter aux transformations qui interviennent dans le monde.

Ainsi, il convient de remarquer que :

- du fait que les relations économiques internationales restent globalement sous la domination des centres d'hégémonie impérialiste, les succès enregistrés par les pays du Tiers Monde, dans leur lutte pour la récupération de leurs richesses nationales, n'ont été, en fait, qu'au bénéfice principal des pays producteurs des biens qui répondent aux besoins des pans capitalistes, alors que l'essentiel des pays du Tiers Monde continuent de subir un appauvrissement accru.

- la solidarité entre les pays du Tiers Monde producteurs des denrées demandées, bien que soutenue par les masses populaires, reste essentiellement une solidarité à caractère purement entre Etats et Gouvernements. Ce qui permet aux

forces réactionnaires de récupérer les mots d'ordre du mouvement progressiste pour l'unité, la libération, voire même le socialisme et de les vider de leur véritable contenu. Il est significatif, à cet égard, qu'au moment où un reflux réel affecte les mouvements populaires de solidarité afro-asiatiques, et des trois continents, à la naissance desquels notre PARTI a eu le privilège de contribuer grâce à l'action militante de notre camarade MEHDI BEN BARKA, les manifestations de solidarité se développent entre Etats, sous forme de cartellisations gouvernementales, autour des mêmes mots d'ordre lancés par les mouvements de libération nationale, mais sans aucune participation effective des masses.

- les centres d'hégémonie impérialistes visent à créer une solidarité d'intérêts entre leurs économies, leurs firmes et les pays du Tiers Monde pourvus de moyens financiers mais dépourvus de structures de leur absorption : l'appel qu'ils lancent aux pétrodollars ne vise pas seulement à résoudre des problèmes conjoncturels de balance de paiements, mais surtout à associer solidairement les intérêts des pays producteurs de pétrole au capitalisme international.

- plus globalement, les centres d'hégémonie impérialistes, conscients de leurs atouts et de leur défaillance, proposent un nouveau pacte de dépendance aux pays du tiers Monde dont seront bénéficiaires l'impérialisme, bien entendu, et, en second lieu, les pays du Tiers Monde riches en matières premières demandées et en capitaux inutilisées. Les pays sont invités à installer chez eux, des industries d'exportation afin de répondre aux besoins, des marchés de l'Occident et à ses contraintes internes et de contribuer à l'élargissement

des débouchés pour ses biens d'équipement. Il leur est proposé, de même, de rectifier le tir au niveau des politiques économiques internes en aidant à l'élargissement des classes moyennes afin d'accroître le pouvoir d'achat global de ces pays et leur propension à l'importation. C'est donc à une modification formelle, non fondamentale du mode de leur intégration dans le système capitaliste international que ces pays sont invités.

C'est dans ce sens, que l'équation de l'association avec la C.E.E. telle qu'elle a été conçue dans les années 60 a pris actuellement une autre forme et que nous sommes appelés à approfondir notre réflexion, pour mieux réagir, de la façon la plus correcte, aux nouveaux plans de dépendance. D'autant plus que les liens « privilégiés » qu'entretenait ce capitalisme régional avec notre pays subiront les effets de la nécessaire réorientation de ses préoccupations vers d'autres régions du monde où il trouve les ressources nécessaires à son expansion et à la, résolution de ses contradictions internes.

Cette situation impose à notre pays comme un impératif historique de mobiliser l'ensemble de ses potentialités et d'entamer de toute urgence une conversion profonde de son économie. Avant ses moyens propres pour assurer cette conversion, son appartenance au Maghreb Arabe, le dote potentiellement, d'un atout essentiel pour assurer son développement et, par cela, son épanouissement culturel, sans subir passivement l'ordre économique impérialiste.

Certes, l'unité Maghrébine rencontre, aujourd'hui, beaucoup de difficultés qu'il faut surmonter : l'inadaptation et la diversité des options des pays maghrébins et de leurs politiques économiques, l'héritage colonial, le caractère parfois

concurrentiel des producteurs et des exportations, l'ambiguïté des problèmes frontaliers, d'écart assez important qui sépare les pays maghrébins en ce qui concerne leur potentialités que recèle cette unité doit se faire selon un processus susceptible d'assurer l'équilibre nécessaire entre les pays maghrébins, et de créer les conditions d'une coopération qui dépasse les querelles subjectives et irrationnelles, les tentations à l'hégémonisme régionale et permet le rattachement des politiques de développement interne de chaque pays à une solidarité d'intérêts collectifs et à la lutte anti-impérialiste que favoriseront à n'en point douter, la décolonisation du Sahara Marocain et sa réintégration à la mère patrie.

Notre développement intégré, et notre solidarité dans le cadre du Maghreb Arabe, avec les forces anti-impérialistes sont vertes par ailleurs, liés à la stabilité et à la neutralité de la région où s'insère notre pays : le bassin méditerranéen. Ce dernier se trouve soumis à l'intervention, conflictuelle ou concertée des puissances étrangères et exposé à des conditions d'instabilité dont ne peut que souffrir notre effort de développement et de libération qu'il convient donc d'entamer de toute urgence, car il est un facteur déterminant de cette stabilité et de cette neutralité requises.

Notre développement dans le cadre de la solidarité maghrébine est de nature à amorcer également un processus d'unification et de lutte anti-impérialiste qui rejoindra celui que connaissent les peuples arabes du Moyen-Orient et constituer, par conséquent, une étape et un moyen concret de donner à l'unité arabe un contenu progressiste et des horizons plus vastes.

La question palestinienne est à cet égard un facteur de palorisation des efforts de libération de tout notre peuple arabe, et ce, eu égard, au rôle qu'elle a joué dans la renaissance du monde arabo-musulman et à l'espoir qu'elle a permis à ses peuples de conserver, malgré la défaite de 1967. C'est aussi grâce à elle, et, grâce au courage des armées arabes que ces peuples ont retrouvé, après la guerre d'octobre 1973, leur dignité et qu'ils sont devenus un élément principal dans la conception des relations internationales. La reconnaissance par le monde entier de l'entité palestinienne ouvre aux masses arabes de grandes perspectives, en vue d'intensifier leur lutte contre le sionisme, allié de l'impérialisme, et de parachever la libération de leurs terres occupées.

Cependant, il convient, à cet égard, de souligner que les ressources arabes en pétrole qui sont aujourd'hui utilisées comme une arme économique contre les pays impérialistes, ce que nous considérons comme un fait progressiste, peuvent cependant, si les masses arabes et notamment palestiniennes ne restent pas vigilantes, servir à vider la solidarité et l'unité du peuple arabe de leur contenu progressiste.

La réaction arabe tente, en effet, de récupérer les mots d'ordre des masses populaires pour les utiliser afin de maintenir ses assises et consolider, par la même, les liens qui la rattachent organiquement au système impérialiste en souscrivant au nouvel ordre économique que l'impérialisme veut installer dans le monde.

Notre vigilance et notre lutte pour la conversion de notre économie doivent donc s'intensifier si nous voulons rester,

avec les autres mouvements progressistes arabes et du Tiers Monde, les porteurs du flambeau de la véritable libération, et ceci, d'autant plus que souvent les pouvoirs politiques progressistes existants à travers le Tiers Monde, n'entendent pas résoudre le problème politique fondamental, chez eux celui du pouvoir c'est-à-dire n'associent pas, démocratiquement, les masses à leurs initiatives, fussent-elles à caractère révolutionnaire, ce qui, en réalité, leur ôte la seule garantie réelle d'un succès à long terme.

Notre option socialiste s'inscrit ainsi dans le processus de réalisation des aspirations de notre peuple à l'Unité Maghrébine et Arabe comme cette unité favorise et implique notre libération nationale dans des conditions qui n'en fassent pas un leurre ou une forme vide de contenu, c'est à dire dans une perspective socialiste.

C'est par ce processus dialectique que nous pouvons sauvegarder les potentialités de notre pays et réserver ses chances de jouer, sur le plan international, un rôle à la mesure de son histoire, de sa civilisation et de ses potentialités. D'autant plus que le monde restera longtemps et largement soumis aux impératifs de la compétition dite pacifique des deux systèmes qui le dominent impératifs qui impliquent forcément que les intérêts des pays du Tiers Monde peuvent être sacrifiés à des considérations d'équilibre entre les grandes puissances.

L'évolution, dans le bloc socialiste, vers une plus grande diversité des politiques et des expériences, reflétant la diversité dans ces pans des niveaux de développement et des particularités historiques des nations, crée, cependant, les conditions d'une solidarité réelle et élargie du mouvement

prolétarien et des peuples luttant pour la libération et le progrès, dans le monde, et favorise, par conséquent, les luttes de nos masses populaires.

Les conditions qui prévalent ainsi, sur le plan international, et le processus de restructuration qui découle de l'ordre économique mondial ne laissent, à notre pays, sous peine de se trouver enchaîné, pour longtemps, à une situation de dépendance, d'autres alternatives que celle de résolument s'engager dans la voie audacieuse de la libération, de la démocratie et de la planification socialiste. Le patriotisme doit donc, encore, à ce niveau, imposer à notre peuple les sacrifices requis et la détermination nécessaire pour assurer aux générations futures et à notre nation un destin de dignité.

Deuxième partie

NOTRE OPTION SOCIALISTE

SON CONTENU, SES IMPLICATIONS IMMEDIATES SA FINALITE ET L'INSTRUMENT DE SA REALISATION

L'analyse historique et la méthodologie socialiste nous ont permis de démystifier la notion même de sous-développement. Il suffit en effet de quitter le terrain des abstractions choisi et imposé par les idéologues de l'impérialisme et de la réaction pour éviter que le problème de la libération et du développement

- apparaisse comme un choix philosophique entre la « libération » et « l'efficacité » entre « l'individualisme » et le « collectivisme » etc...

- soit dénaturé pour devenir une comparaison chiffrée entre les taux de croissance de pays capitalistes et de pays socialistes, avec le dénigrement d'expériences socialistes ou pseudo-socialistes.

De fait le « libéralisme » est apparu pour ce qu'il est, un slogan mensonger, démenti par toutes les données de l'économie coloniale devenue « nationale » et « sous-développée », et de l'appareil de l'Etat qui en a été l'organisateur depuis le départ. Le prétendu choix entre « La voie libérale » et la voie socialiste est donc un choix illusoire, inexistant, car l'une de ses deux alternatives est un mythe et un mensonge (les données concrètes et indéniables de tous les pays anciennement colonisés sont là pour le confirmer de façon évidente).

Il s'agit maintenant de dépasser l'analyse critique, préciser les solutions qui, cependant découlent de l'analyse déjà effectuée des données historiques et actuelles. Il s'agit d'expliquer l'équation :

libération - démocratie - planification socialiste, c'est-à-dire le lien de ces trois impératifs dans le temps (simultanéité) et l'impossibilité de les dissocier dans la réalité (chaque terme constituant une exigence pour la réalisation des trois autres).

**I - LES TROIS TERMES D'UNE SEULE ET MEME
EQUATION :
LIBERATION - DEMOCRATIE - PLANIFICATION
SOCIALISTE**

Puisque nous sommes contraints d'exposer distinctement chaque terme de la même équation, commençons par le terrain strictement économique sans intervention de choix idéologique. Il faut, répétons-le, mettre en évidence les données concrètes et indéniables qui doivent servir de critère au patriotisme. Il s'agit des deux exigences fondamentales du développement et de la libération économique qui se confondent dans la nécessité de la reconversion de l'économie coloniale.

A - Il faut en premier lieu préciser que le développement économique et social implique la libération économique. Les exigences concrètes de ces deux composantes de notre lutte se confondent et doivent servir de critère au patriotisme véritable.

Mettre fin à la dépendance de notre économie, et construire les fondements du développement impliquent la réalisation

d'une véritable réforme agraire, la construction d'une industrie fondamentale, la maîtrise des relations économiques internationales, essentiellement le commerce extérieur, et la satisfaction des besoins collectifs et prioritaires des masses populaires.

En fait, les richesses naturelles de notre sous-sol, essentiellement en phosphates, les potentialités importantes de notre agriculture, le caractère diversifié de nos ressources nous autorisent à affirmer que notre pays possède objectivement des possibilités substantielles réelles, en vue d'asseoir les bases d'un développement économique autonome et complexe. Par ailleurs, la coopération maghrébine, que nous considérons essentielle et nécessaire dans la conception et la réalisation d'un véritable épanouissement de l'ensemble maghrébin, ouvre d'énormes perspectives à l'industrialisation de notre pays grâce à l'existence de richesses énergétiques importantes et aux possibilités qu'offre l'élargissement des débouchés, dans un cadre maghrébin.

La dimension démographique, la jeunesse de notre population constituent un atout sérieux pour une politique d'industrialisation puisqu'elles offrent la possibilité d'utilisation à un degré élevé des potentialités humaines nationales et garantit l'existence d'un marché intérieur qui ne cessera de s'élargir dans le cadre de la dynamique du développement.

1 - Une réforme agraire authentique constitue un préalable à la réalisation de toute politique de développement économique et social lié à la libération de notre pays. Elle s'impose, en premier lieu, pour assurer une équité sociale et permettre aux paysans producteurs de jouir des fruits de leur

travail, en deuxième lieu, pour élargir les débouchés aux autres secteurs économiques et principalement à l'industrie et permettre une interaction fructueuse entre la production industrielle et la production agricole et, en troisième lieu, pour briser les liens de dépendance qui attachent et orientent la plus large partie de notre production agricole vers l'exportation et la satisfaction des exigences du marché international.

La réforme agraire ne doit pas considérer la distribution des terres et des autres moyens de production comme une fin en soi elle doit constituer un changement radical des rapports sociaux en vue de libérer les paysans pauvres de toute aliénation et permettre l'accroissement de leur pouvoir d'achat. Elle a pour but de garantir, aux travailleurs paysans, un revenu minimum décent, de sorte que

soient brisées. toutes les formes de l'exploitation dont ils sont victimes et que soit mis fin à tout antagonisme entre les villes et les campagnes.

La limitation de la propriété, qui doit tenir compte nécessairement des caractéristiques spécifiques de chaque région, assurant la définition de tailles et de formes d'exploitations viables, devra être suivie par la répartition des terres et la constitution d'unités de coopération à des degrés différents d'intégration déterminés par les données historiques et économiques de chaque région et par l'utilisation au maximum de l'héritage des structures sociales communautaires. A chaque fois, que les conditions économiques et le niveau de conscience politique des paysans le permettent, il y aura lieu de procéder à la création

d'unités coopératives de production. Mais, à chaque fois, que l'individualisme se trouve dominant et intense, du fait de considérations historiques et socio-économiques, les structures de coopération sont appelées à rester au niveau des services et à se développer pour intégrer à un stade ultérieur la coopération de production. Dans les terres qui dépendent directement de l'Etat, la participation démocratique et active des travailleurs dans la gestion de ces terres et la répartition judicieuse et démocratique de leurs produits doivent être le prélude de la transformation des exploitations d'Etat en unités de production relevant d'un véritable secteur socialiste.

La réforme agraire implique et suppose une action rigoureuse qui tend à briser les circuits d'aliénation et les mécanismes de ponction sur les revenus des masses paysannes, en amont et en aval, aussi bien au niveau de la commercialisation, du financement, des transferts des techniques de production, et ce, en vue d'intégrer l'ensemble de l'effort des agriculteurs dans la réalisation d'une économie nationale autonome. Enfin, la Réforme Agraire doit tendre à la transformation du milieu rural, à la création de villages intégrés pourvus de tous les équipements matériels, sociaux et culturels, afin d'assurer l'épanouissement des habitants de la campagne et éliminer tous les facteurs de disparité entre les zones urbaines et les zones rurales.

2 - La construction de la base matérielle du développement implique la réalisation de projets industriels intégrés garantissent l'unité du système économique dans le cadre d'une dynamique interne d'accumulation du capital et rompant les liens verticaux de dépendance qui, aujourd'hui,

attachent chaque branche de la production avec des centres de décision capitalistes étrangers.

Au moment où ces derniers tendent à projeter des plans d'industrialisation des pays du Tiers Monde notre option industrialisante ne peut s'inscrire que dans le cadre de perspectives de libération et d'édification du socialisme. La simple création d'une unité sidérurgique ou d'acide phosphorique, ne signifie pas la création de la base matérielle du développement. Tant qu'elle ne fait pas partie intégrante d'une stratégie globale de reconversion de l'économie, la création de telles unités ne fait que juxtaposer de nouveaux secteurs de production qui, comme tous les autres, acquièrent ou gardent leurs propres liens avec l'extérieur. La composition des imputations et ces exportations s'en trouve modifiée ou améliorée, mais l'ensemble de l'activité sociale reste tournée vers l'extérieur.

La création de l'industrie fondamentale est une condition nécessaire mais non suffisante pour la base matérielle du développement. Pour qu'elle soit l'instrument d'accumulation et de développement, il est indispensable que dès le départ, son implantation et le choix de sa production, soient déterminés de façon à ce que, au fur et à mesure, de son élargissement, elle absorbe une partie de plus en plus importante des matières premières locales, et fournisse aux industries de biens de consommation, à l'agriculture et aux services une part de plus en plus importante des produits semi-finis et des équipements.

C'est dire que l'industrie des moyens de productions dans le cadre de la reconversion de l'économie fait perdre à cette dernière tout caractère néocolonial et lui crée les conditions

de vivre de sa propre dynamique interne au lieu de suivre la dynamique du marché extérieur.

Cela signifie l'amorce d'un processus de transformation progressive des circuits d'échange de façon à ce que toutes les branches de la production s'intègrent dans le fonctionnement interne de l'économie. Le commerce extérieur, au lieu d'être la préoccupation dominante, le moyen de transmission des besoins du marché extérieur, au lieu de dicter au pays ses choix et d'être l'instrument d'exécution du pacte colonial diversifié, devient au contraire, l'instrument du développement planifié et le moyen par lequel l'économie nationale satisfait les besoins déterminés par sa propre dynamique interne.

3 - La création des industries de base dans le cadre d'une stratégie globale de reconversion implique ainsi la maîtrise des relations économiques internationales et en particulier le commerce extérieur.

La maîtrise du commerce extérieur est une exigence concrète et indissociable de la construction de la base matérielle du développement économique. Elle ne saurait s'arrêter au niveau de la nationalisation d'une partie ou de la totalité des exportations ce qui n'aurait pour conséquence réelle que de transformer l'appareil étatique en un relais aux circuits existants de commercialisation dirigés par des centres de décision étrangers, ce sont ces circuits qui doivent être progressivement modifiés pour être rompus au fur et à mesure que les branches de production s'intègrent dans la dynamique interne de l'économie.

Provoquer cette dynamique, c'est provoquer le processus de reconversion et de développement, ce qui suppose non pas

seulement la diversification du contenu et des courants du commerce extérieur, mais aussi et surtout la transformation même de la production particulièrement dans l'agriculture.

La maîtrise du commerce extérieur constitue une partie intégrante de la politique de libération qui doit tendre à la maîtrise de l'ensemble des relations extérieures. C'est dans ce sens qu'il doit être mis fin à toute forme d'assistance technique culturelle et financière de type néocolonial qui aliénerait notre souveraineté, que tout apport étranger - en capital, en savoir ou en hommes - devrait s'intégrer dans le plan de développement autocentré et autonome, c'est-à-dire répondre à ses exigences et ne jamais en déterminer le contenu. Tout apport étranger ne peut être accepté que s'il respecte la volonté dictée par les aspirations populaires et épouse les modalités de l'option de reconversion de notre économie dans le sens de la libération et le développement. Il ne saurait dicter ses exigences à nos options, il devrait accepter les nôtres. Un effort important de la généralisation de la formation à tous les stades et du développement de la connaissance technique et scientifique, est nécessaire pour nous permettre de maîtriser les transferts technologiques et scientifiques, et atténuer notre dépendance technique c'est-à-dire garantir notre libération sur le plan même que l'impérialisme choisit pour assurer sa domination sur notre économie et notre société bien au delà de la phase actuelle de son emprise directe sur notre nation

La réalisation de toute politique de développement ; de ration économique et de maîtrise des relations internationales la nation nécessite l'élimination souveraine des instruments créés par l'emprise coloniale et néocoloniale en vue de

renforcer les liens de dépendance de notre économie. La liberté d'action des institutions financières (banques étrangères, compagnies d'assurance) quelque soit le degré de leur marocanisation est en contradiction avec les exigences de libération et de l'édification socialiste. Leur nationalisation est une nécessité impérieuse car elle permet de briser une des attaches de type néocolonial, et de créer des institutions nationales capables de mobiliser le surplus économique et de canaliser l'accumulation du capital au service du plan de développement socialiste.

La présence du capital privé étranger dans les secteurs clés de l'économie est également incompatible avec l'effort national de libération et de développement planifié. Il est donc nécessaire de veiller à ce que le capital étranger n'ait aucune présence à l'intérieur des secteurs déterminants de l'économie nationale. Les entreprises étrangères existantes dans les autres secteurs, malgré leur « marocanisation » devront se soumettre aux exigences du Plan économique de libération et d'édification socialiste.

4 - L'option de développement, de libération et de reconversion des rapports sociaux exige également une politique qui tend à la satisfaction des besoins sociaux et collectifs des masses populaires au détriment des besoins individuels, car si le développement économique implique un effort d'accumulation et donc des sacrifices, cela ne veut nullement dire qu'il ne faut pas procéder à la satisfaction des besoins objectifs pressants des masses populaires. La satisfaction de ces besoins répond aussi bien à l'équité sociale qu'à l'efficacité économique, puisqu'elle permet de conserver, d'entretenir et d'enrichir la force de travail

disponible. Cette option nécessite bien sûr que l'on mette fin aux dépenses improductives, aussi bien au niveau du Privé que du Public et à la dilapidation du surplus économique afin de le mobiliser dans un effort d'investissement qui répond aux besoins collectifs. développer leur utilisation dans les zones urbaines et rurales à des prix modiques et adapter les investissements en matière d'équipement collectif et de communication pour les mettre au service des régions démunies, des zones urbaines et des quartiers populaires. C'est, par ailleurs, assurer un meilleur approvisionnement de l'eau, dans les quartiers populaires des villes et des campagnes tout en pondérant son prix de façon à l'adapter aux revenus des usagers et à la nature des logements afin d'assurer un, minimum de confort et d'hygiène collectifs.

La reconversion de notre économie ainsi esquissée dépendant, du rôle de l'appareil de l'Etat qui contrôle, déjà aujourd'hui, par les biais d'un large secteur public, une partie substantielle de la production nationale. Le dynamisme de cet appareil ne peut cependant être réel et mis au service du développement et aux fins de la libération qu'au prix de sa réorientation dans le cadre de la conversion globale de ses structures et de la redéfinition de sa finalité.

B - L'authenticité de l'effort de développement et de libération nécessite la reconversion des structures de l'appareil de l'Etat et l'instauration d'une véritable démocratie.

La spécificité de notre société fait que la démocratie ne peut se limiter à l'installation d'institutions représentatives parallèles aux rouages de l'appareil économique et administratif. Ces institutions, quel que soit le degré de leur

représentativité, deviendront inévitablement l'appendice de l'appareil, une façade à sa politique tant que celui-ci reste objectivement un instrument de subordination de la nation aux circuits de la domination extérieure. Il ne peut en être autrement que s'il s'intègre à la société pour devenir sa représentation et "sa force organisée.", pour devenir l'instrument de son développement et de sa libération.

Le développement autonome nécessitera un effort d'accumulation très important c'est-à-dire des prélèvements sur les dépenses improductives et même sur la consommation des nationaux.

Les masses populaires qui portent l'essentiel de l'effort de travail ne peuvent accepter ces sacrifices que si elles sont conscientes d'être les bénéficiaires ultimes de cet effort de reconversion lequel ne peut être engagé que dans le cadre de transformations de structures dans les domaines qui concernent directement la vie quotidienne des masses. L'acceptation des masses populaires de cet effort de développement est conditionnée par leur participation dans l'ensemble des décisions qui déterminent la finalité de la société les choix fondamentaux, relatifs notamment au modèle de consommation, aux besoins matériels et spirituels et à leurs priorités respectives.

La démocratie n'a, par ailleurs, de signification et d'utilité réelle que si elle se traduit par la mobilisation des masses dans des tâches concrètes d'édification, c'est-à-dire par leur participation effective aux niveaux national, régional et local à la détermination et à l'exécution des décisions des rouages de l'appareil étatique.

Aussi notre Parti ne peut-il éluder dans le cadre de sa lutte pour la libération et le socialisme, le problème du pouvoir politique et des institutions chargées d'amorcer le processus de transformation qui est par essence progressif.

Notre conviction que la libération et l'édification du socialisme sont l'affaire des masses populaires, a fait que notre Parti a toujours lutté pour des élections libres d'une assemblée délibérante qui doit légiférer et définir les choix fondamentaux et qu'il s'est opposé aux méthodes qui consistaient à résoudre les questions du pouvoir politique en dehors des masses.

Tout compromis politique doit faire appel à la participation et à la mobilisation des masses, à défaut de quoi les changements qui pourront en découler ne seraient qu'une transaction entre appareils politiques dans l'absence des masses. C'est pour cela que, chaque fois que l'occasion lui a été donnée, notre PARTI a admis les solutions qui partent du principe de l'élection d'une assemblée avec les garanties concrètes que cette élection se fasse dans des conditions de liberté et d'authenticité sinon réelles, du moins, sans intervention arbitraire et partielle de l'administration.

Les consultations électorales libres constituent, en soi, un début de reconversion de l'appareil d'Etat et de transformation de ses rapports avec les administrés.

La nature même de la dynamique de l'antagonisme de classes entre les privilégiés de la dépendance et les masses populaires, la tradition de vigilance de notre peuple, dont nous avons signalé les fondements historiques, font que notre PARTI, n'a jamais rejeté les élections démocratiques comme début d'un processus de conversion de l'appareil de

l'Etat. Ceux qui la craignent sont ceux dont le progressisme est fait de slogans creux et dont l'action a consisté à paralyser les forces populaires organisées.

C - Le processus développement - libération - démocratisation débouche nécessairement sur la planification socialiste fondée sur la participation des masses à l'élaboration et à l'exécution du plan de développement économique et social. En effet, la stratégie de libération et de développement a ses exigences concrètes et indissociables, sans lesquelles, ces principes restent de pures abstractions. C'est par la planification socialiste qu'elle peut être engagée. Il ne s'agit pas ici d'énumérer les méthodes de cette planification puisqu'elles doivent s'intégrer dans le processus concret et les; difficultés inévitables qu'il faudra affronter. Il ne s'agit pas non plus de définir une technique socialiste de planification, c'est-à-dire, de s'aligner sur une expérience étrangère ou un schéma stéréotypé. Il s'agit seulement de préciser quelques principes et modalités qui démontrent que la planification socialiste constitue le cadre d'un effort collectif de libération et d'édification, avec une phase nécessaire de transition et de préparation. Le premier principe de l'édification du socialisme dans notre pays est l'appropriation sociale des grands moyens de productions et d'échange qui doivent être sous le contrôle direct des producteurs, l'intérêt des producteurs c'est-à-dire des masses laborieuses déterminant les choix, critères et priorités relatifs à l'orientation, au développement, au mode de gestion et à l'affectation des productions.

La technique d'élaboration et d'exécution du plan socialiste dépendent, à chaque moment, du degré de transformation de

la société, du type de rapports sociaux existants, des nécessités concrètes et toujours changeantes de la coordination à chaque échelon, et du degré de formation idéologique des représentants des producteurs au niveau de tous les secteurs. Il ne peut être, pour nous, question de planification bureaucratique émanant d'un appareil autoritaire qui impose ses décisions à la société et au prolétariat lui-même au nom de la dictature du prolétariat».

Objectivement, un tel appareil, au lieu d'être la représentation politique de la société ou du prolétariat lui-même, devient le plus souvent une entité à part qui a ses impératifs propres, un Instrument de subordination de la société à des dogmes et à des décisions autoritaires, l'expérience a montré les conséquences de telles méthodes et a imposé l'abandon de la «dictature du prolétariat» comme justification aux méthodes autoritaires de gestion et d'exécution, ce principe, ne pouvant, du reste, dans les conditions spécifiques de notre société, être qu'une mystification grossière et un slogan ridicule.

C'est ainsi que, nous sommes convaincus, à partir de l'expérience des planifications formelles ou celles appliquées dans un cadre purement bureaucratique qui tend à imposer son «socialisme» aux masses populaires sans les faire participer concrètement aux choix fondamentaux, qu'il ne peut y avoir de véritable planification socialiste sans PARTI socialiste, sans organisations professionnelles et culturelles de masses qui ne sont pas l'appendice de l'appareil de l'Etat, mais au contraire, les instruments grâce auxquels s'exerce le contrôle des masses sur les rouages de l'Etat et se réalise leur participation aux choix, aux décisions et aux tâches

d'exécution. Il ne peut de même y avoir de planification démocratique sans l'existence des libertés publiques dans leur intégralité et leur garantie par les masses populaires organisées et vigilantes.

De même l'application de la planification socialiste appelle et conditionne la création des conditions d'une véritable régionalisation. A ce niveau aussi, le principe dominant est celui du lien de la libération au développement économique. Afin de dépasser les antagonismes régionaux, briser les liens verticaux qui attachent l'économie coloniale aux centres de décision étrangers, la régionalisation implique et permet le changement du centre de gravité de l'économie nationale aux centres de décision étrangers, la régionalisation implique et permet le changement du centre de gravité de l'économie qui doit quitter progressivement les zones côtières et favorisées par le pacte colonial pour être le facteur de renforcement de l'intégration des hommes, des régions et des richesses nationales.

Toute politique de localisation des projets industriels, culturels et techniques toutes les initiatives en matière d'aménagement du territoire, doivent ainsi découler de la nécessité de déplacer les centres de gravité économique, déplacement qui devrait être encore favorisé par l'amorce nécessaire de la coopération maghrébine.

La véritable régionalisation conçue comme moyen de répartition équitable des revenus, comme instrument et conséquence de la libération nationale implique aussi l'application de la démocratie à la base et la participation des habitants à la promotion de leurs localité et région. Cela signifie, la décentralisation des services de l'administration

qui s'occupent des problèmes quotidiens des masses populaires et de l'exécution des projets socio-économiques à l'échelon local et régional. Ces services doivent devenir l'exécutant des choix et de décisions prises par les institutions représentatives au lieu de se servir de ces institutions comme paravent. C'est à ce prix que les masses leur accorderont leur confiance, puisqu'elles constateront que leurs représentants locaux détiennent un véritable pouvoir, que leurs décisions se traduisent par des mesures concrètes tendant à l'amélioration des conditions de vie des habitants et qu'un nouveau type de relations se crée entre l'administration et les administrés.

Cependant, il convient de souligner que le processus global de transformation est nécessairement progressif, car on ne peut par des solutions magiques, transformer brusquement une société de type néo-colonial en une société socialiste surtout si l'on veut éviter les méthodes autoritaires et bureaucratiques.

D - LE CONTENU DE LA PHASE TRANSITOIRE

La définition du contenu de la phase transitoire implique celui relatif aux rôles du secteur public reconverti et du secteur privé et les relations qui les rattachent. La reconversion du secteur public dans la phase de transition consiste à :

- élargir le secteur public en y intégrant les activités qui déterminent la marche de l'ensemble de la production par la création des industries fondamentales, et la maîtrise effective de tous les moyens financiers et des échanges qui déterminent la marche de l'économie et son orientation.

- établir dans le secteur public des critères de rentabilité qui répondent aux nécessités de l'accumulation et du développement socialistes à long terme, c'est-à-dire des formes de gestion, et de rapports de production qui assurent sa transformation progressive en secteur socialiste.
- organiser la participation effective et démocratique des travailleurs dans la gestion des entreprises publiques qui doivent être soumises, par ailleurs, à un contrôle politique afin de garantir leur respect des exigences du plan de libération et d'édification socialiste et d'éviter qu'ils ne se transforment, à nouveau, en relais de transmission entre l'économie nationale et les circuits de la domination capitaliste étrangère. La participation démocratique et organisée des travailleurs dans la marche des entreprises publiques permet d'éliminer toute tentative qui vise à renforcer le rôle de la bureaucratie et l'émergence, à l'intérieur de ces entreprises, d'une nouvelle caste de privilégiés. Elle garantit la transformation progressive du secteur public, dans l'avenir, en un véritable secteur socialiste.
- assurer l'interaction entre la dynamique du secteur public et le développement industriel, le développement agricole, la transformation des structures agraires, la reconversion des réseaux de commercialisation et la satisfaction des exigences les plus pressantes des masses. Le secteur public dont le fonctionnement même doit être, ainsi dicté par la conception et les critères de la planification, définit au secteur privé son orientation et lui trace le cadre de ses initiatives et de ses activités. Une place importante doit, dans ces conditions, être laissée à ces entreprises qu'il faut aider et

orienter pour qu'elles s'intègrent dans le cadre des choix socialistes planifiés. Le secteur privé concerne en particulier les exploitations agricoles, les industries de biens de consommation, le commerce et les services intérieurs.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Dans le processus de la Réforme Agraire, l'Etat ne saurait ignorer l'attachement des paysans à leurs terres, leur aspiration profonde à la propriété. Il doit les aider sur le plan financier et technique à gérer leurs exploitations afin d'accroître -Durs revenus sans renoncer, bien entendu à leur incitation à instituer des coopératives à des degrés d'intégration différents, selon le niveau de leur expérience et de leur conscience politique.

LES ENTREPRISES PRIVEES D'INDUSTRIES DE BIENS DE CONSOMMATION :

La propriété privée ne peut être mise en question dans le secteur des industries de consommation, tant qu'elle n'entrave pas les grandes options de libération et qu'elle se soumet aux nécessités déjà définies de l'exécution du plan. Les détenteurs de capitaux, parmi les nationaux, sont appelés donc à s'associer à l'effort du développement et de libération. Ils ne doivent prétendre constituer une véritable bourgeoisie nationale que s'ils entendent abandonner les spéculations foncières immobilières et de négoce néocolonial pour se consacrer à des activités productives conformes aux nécessités du développement et de la planification qu'ils ne doivent, alors, nullement craindre, mais au contraire -soutenir

puisqu'elle crée les conditions où leurs efforts et leurs compétences sont mis au service d'une économie libérée de l'impérialisme lequel ne peut leur assigner, dans la situation actuelle, qu'un rôle d'intermédiaire et d'instrument de son accumulation.

L'élargissement de l'industrie fondamentale fera que le secteur public fournira de plus en plus à ces industries de consommation existantes les matières premières, les produits semi-finis et les biens d'équipement. L'application réelle et l'amélioration de la législation économique, fiscale, monétaire et sociale, complèteront nécessairement la soumission progressive de ces industries aux nécessités de la planification.

- Dans le Commerce et les Services, le secteur privé est appelé à jouer un rôle d'intermédiaire dynamique entre le secteur productif et le consommateur. Le caractère privé d'une partie des activités commerciales et de services n'est pas un obstacle à la planification. La propriété privée des moyens d'échange n'est pas mise en question dans la mesure où elle se soumet aux exigences et à la législation attachées à l'exécution du plan et qu'elle ne débouche pas sur la monopolisation de certains circuits. Le contrôle de ce secteur se fera automatiquement par la maîtrise du commerce extérieur par le développement du secteur public qui doit, par ailleurs, mettre en oeuvre une politique des prix, par le biais de la réglementation douanière, pour les produits importés, l'organisation des marchés de produits agricoles dans le cadre de la Réforme Agraire et la promotion de coopératives de distribution, service et de consommation.

Assurer la place de la propriété privée dans les industries de biens de consommation, le commerce intérieur et les services doit aller de pair avec une politique de lutte contre les spéculations immobilière et foncière dans les villes afin de mettre fin à l'exploitation des familles obligées de verser des montants élevés pour la location ou l'achat de logement, pour l'habitation décourager l'orientation des capitaux privés vers toutes branches de spéculation facile et immorale et drainer l'épargne privée vers les secteurs productifs.

Il convient ici d'insister sur le fait que le rôle objectif d'intermédiaires et de serviteurs assigné par l'impérialisme, dans le système économique actuel de notre pays, aux classes pseudo- bourgeoise, est de nature à amener les éléments patriotes et clairvoyants de celles-ci à ne pas s'opposer à notre option socialiste. Tous ceux qui s'identifient idéologiquement au mouvement populaire de libération et qui, détenteurs de capitaux accumulés par leur travail et leurs sacrifices préféreront un ordre socialiste à un ordre de dépendance. Dans une société soumise à la planification l'initiative privée s'inscrit dans un cadre défini par le Plan démocratiquement élaboré, et se met. au service du développement national et non à celui déterminé par les exigences de l'impérialisme et de ses intérêts. Ce sont là les bases et les modalités sur lesquelles doit s'engager le processus de reconversion de notre société dans le cadre solidaire de notre attachement à la libération nationale et de notre aspiration à un développement économique autonome.

II - FINALITE DE NOTRE PROJET DE SOCIETE SOCIALISTE

Si l'analyse de l'évolution historique et la mise en évidence des rapports de domination exercé, à l'intérieur, par «la bourgeoisie» de service, et de l'extérieur; par le système capitaliste international, étaient nécessaires pour élucider la genèse et les mécanismes de cette domination, elles nous ont permis de montrer aussi et clairement quelle est la voie à prendre pour la libération effective du peuple marocain de cette double emprise interne et externe. Aux options économiques, politiques, sociales et culturelles contradictoires du système actuel de domination, l'analyse des déterminants de notre société oppose logiquement une vision globale et responsable des changements significatifs des structures en place. En d'autres termes, la liquidation des fondements mêmes de la domination impérialiste, la démocratisation des institutions et des rapports sociaux et la planification socialiste de l'économie s'avèrent comme la seule alternative possible à l'impasse actuelle dans laquelle se trouve notre pays.

Si cette alternative implique la définition des moyens et l'aménagement des étapes pour sa réalisation ; elle impose aussi comme un impératif tout aussi catégorique de répondre à une question encore plus fondamentale. Quelle est la finalité ultime de ce processus d'édification qui doit être engagé par et pour les masses populaires. Quel nouveau type de société, de culture et de civilisation sommes-nous appelés à construire par delà la réalisation de notre libération et de notre développement en tant que nation et économie.

Poser le problème de la finalité ultime de l'édification socialiste, ce n'est pas se lancer dans la spéculation utopique

et gratuite sur l'avenir lointain. C'est, au contraire, aborder le problème dans ses dimensions essentielles englobant les aspects théoriques et pratiques de la planification socialiste; c'est aussi répondre aux questions les plus pressantes et les plus décisives que posent actuellement les masses populaires et les générations montantes, combien avides d'un dessein historique, capable de satisfaire leur impatience légitime pour l'édification d'une société où, toute leur énergie, tout leur dévouement et tout leur sens, des responsabilités trouvent un exécutoire à la mesure de la générosité et, des sacrifices de notre jeunesse.

Dégager les contours de notre vision de l'avenir à long terme, c'est ainsi lever toute équivoque quant aux perspectives de notre option socialiste. C'est proposer des objectifs et des critères qui doivent guider, dès à présent, toutes nos options et nos luttes quotidiennes pour l'édification du socialisme. C'est enfin se prémunir, dès maintenant, contre les multiples dangers qui guettent notre combat pour la libération et le développement, afin que nous puissions y faire face sans surprise ni improvisation.

C'est que la finalité de l'édification socialiste ne se ramène pas à la simple élimination des dualismes et «distorsions» structurels, internes et externes, pour permettre au soi-disant «secteur traditionnel » de rattraper le « secteur moderne » et de s'aligner sur lui, ni à l'imitation servile de la société technologique de consommation ni enfin au choix fallacieux entre une modernité aliénante et une prétendue authenticité rétrograde.

La convergence de nos traditions de vigilance et d'initiatives avec notre volonté de construire une société conforme aux

aspirations les plus profondes et les plus authentiques des masses populaires, crée les conditions subjectives indispensables à la mobilisation des énergies. La finalité pour laquelle cette mobilisation est requise n'est pas la réalisation d'un simple programme d'action conjoncturel ; elle constitue un projet collectif qui donne un sens à l'action quotidienne comme aux perspectives globales des transformations de notre société : Il s'agit dans le domaine de l'économie, de renoncer aux mythes de la croissance assimilée au développement, de tendre, dans le domaine de l'éducation, vers la promotion d'une culture arabo-musulmane authentique scientifique et progressiste et de faire de la désaliénation de l'homme l'objectif ultime de tous nos efforts de lutte pour l'édification de la société

A . POUR UN NOUVEAU MODELE DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION

C'est dire que notre stratégie de développement doit s'écarter nécessairement des pratiques en vigueur dans les sociétés capitalistes et dans la plupart des pays du Tiers-Monde, et qui aboutissent à faire de la croissance maximale de la production et de la consommation de biens matériels une fin en soi, quels qu'en soient les modalités, les coûts, les victimes et les effets nocifs à plus ou moins long terme. L'expérience montre qu'une telle option ne débouche que sur une caricature de « développement ». Elle tend à favoriser la satisfaction des besoins excessifs et factices d'une minorité de privilégiés nationaux et étrangers, aux dépens des besoins prioritaires et pressants des couches populaires. Elle engendre des distorsions sectorielles et régionales, et

aggrave les inégalités dans l'accès des différentes couches de la population au bien être, au savoir et au pouvoir. Elle engendre aussi d'autres conséquences néfastes tels que le gaspillage des ressources humaines et matérielles et la rupture des équilibres écologiques, hypothéquant par la même les chances de développement des générations à venir.

Dans le cadre de notre option socialiste, la croissance économique restera un objectif primordial sans être une fin en soi. Elle sera plutôt un moyen essentiel pour la satisfaction des aspirations vitales des masses populaires. Elle est donc nécessairement guidée par un nouveau modèle de production et de consommation, conformément à notre conception globale du nouveau type de société, de culture, et de civilisation que nous voulons construire. Les principales composantes de ce nouveau modèle de croissance découleront de l'application de trois principes essentiels

- Reconversion des principaux rouages de l'économie nationale pour les mettre au service du peuple.
- Détermination collective et démocratique des besoins prioritaires qui doivent être satisfaits par nos plans de développement.
- Institution de nouveaux critères pour évaluer la rentabilité des divers projets de développement.

1°/ RECONVERTIR L'ECONOMIE POUR LA METTRE AU SERVICE DU PEUPLE

En tout premier lieu, la reconversion des principaux rouages de l'économie nationale et leur mise au service du peuple. De cette façon, au lieu de travailler d'abord pour l'exportation et

de laisser seulement le surplus au marché local, notre économie doit satisfaire d'abord les exigences internes du peuple marocain et exporter le surplus s'il y a lieu. Ces activités d'exportation elles-mêmes devront être réorientées pour échapper non seulement à l'incertitude des marchés extérieurs, mais aussi à l'hégémonie impérialiste et satisfaire en priorité les besoins de nos alliés dans le monde, conformément à une conception nouvelle de la coopération régionale et internationale. De même, au lieu de viser à satisfaire d'abord les besoins excessifs et factices d'une minorité de privilégiés nationaux et étrangers, notre économie devra être reconvertie pour satisfaire les besoins prioritaires des couches populaires. Donner pour finalité essentielle à l'enseignement la formation d'une minorité de cadres et des techniques détachés du peuple et préparée pour répondre aux besoins de l'appareil de l'Etat et du capital international, c'est renforcer les processus de domination dont souffre notre pays. La reconversion du système éducatif en vue de l'élévation du niveau culturel, scientifique et technique de tout le peuple marocain, par la liquidation de l'analphabétisme, la mise sur pied d'un programme systématique de vulgarisation et de formation permanente, l'élaboration d'une politique cohérente de recherche scientifique, d'enseignement technique et de formation professionnelle conformément à une conception judicieuse des besoins actuels et à venir du peuple marocain, est la seule alternative possible contre la permanence des liens de dépendance et d'aliénation culturelles.

2°/ Par ailleurs, la détermination de la nature et de la répartition de la production nationale devra obéir conjointement à une double exigence :

- Assurer, d'un côté, la satisfaction des besoins les plus pressants des couches populaires en matière d'alimentation d'habillement de logement ; de soins médicaux de scolarisation d'emploi et d'équipements collectifs.

- Consacrer, d'autre part, le maximum possible de nos ressources nationales à assurer les conditions d'accumulations nécessaires au développement économique à long terme.

Assurer la satisfaction optimale de ces deux exigences, tout aussi vitales l'une que l'autre, ne sera guère facile.

Cela implique d'abord et nécessairement la fin des dépenses ostentatoires et des aspirations immodérées de certains groupes sociaux à l'alignement de leur modèle de consommation sur celui des couches privilégiées de la société capitaliste, alignement qu'il n'est, du reste possible de maintenir qu'au déterminent des intérêts vitaux de la quasi-totalité de la population.

Cela suppose la réalisation d'un équilibre entre la répression excessive des besoins, qu'ont souvent connue nos ancêtres, et l'exaspération (pour ne pas dire la perversion) de ces mêmes besoins dans les sociétés de consommation. Une mutation profonde dans la définition de nos besoins et de nos aspirations prioritaires, s'avère, donc, dans ces conditions, nécessaire, afin que les besoins du plus grand nombre puissent l'emporter sur ceux de la minorité la plus privilégiée ; cela ne va pas sans effort de la part de tous les membres de la collectivité nationale pour se défaire de certaines des

tentations du modèle de consommation occidental qui les a si fortement imprégnés de son influence. Le garant de réussite d'une telle entreprise réside dans l'institution des procédures garantissant une détermination collective et démocratique des besoins prioritaires qui doivent être satisfaits par nos plans de développement. Ce n'est que dans la mesure où nos grands choix économiques quant à l'orientation et à la répartition de la production -nationale, sont démocratiquement faits, par l'ensemble des producteurs et des consommateurs, que l'on pourra assurer pleinement la mobilisation de toutes les forces vives du pays et l'adhésion des masses populaires à tous les sacrifices qui devront être consentis.

3°/ La satisfaction des deux exigences précédentes aboutira inéluctablement à un élargissement et à un approfondissement des critères nécessaires pour évaluer la rentabilité des divers projets de développement. Ces projets ne pourront plus être évalués par appel aux critères capitalistes de rentabilité, car ces derniers tendent à privilégier le qualitatif aux dépens du qualitatif, l'économique aux dépens du social le profit aux dépens de l'intérêt général, et le présent aux dépens de l'avenir. Bien au contraire les projets de développement doivent nécessairement être élaborés et évalués par référence à une conception socialiste de la rentabilité.

Ces projets qui doivent, bien entendu, contribuer à l'élévation du niveau de vie général des masses populaires ; devront aussi concourir à l'amélioration de tout leur genre de vie, en tenant compte de leurs aspirations légitimes en matière de logement, de santé, d'équipements et de

transports collectifs. de culture et de loisirs. En d'autres termes, les processus du développement ne peuvent donner toute leur efficacité que dans la mesure où les producteurs sont conscients que. Par leur labeur, ils tendent à assurer la satisfaction optimale de l'ensemble des besoins matériels, socioculturels et spirituels du peuple marocain. Par ailleurs, promouvoir des plans de développement visant à satisfaire les besoins actuels du pays, indépendamment de leurs répercussions sur l'avenir ou sur les disponibilités nationales en matières premières et en ressources énergétiques, est une voie sans issue. Aussi s'avère-t-il nécessaire d'opter pour des solutions adaptées à nos potentialités et à nos servitudes propres, et sans hypothéquer par là-même, les chances de développement et d'épanouissement des générations à venir.

C'est à ces conditions que nos projets de développement permettront de promouvoir l'épanouissement de tous les membres de la collectivité nationale, tout en facilitant la réduction maximale des naissances et effets nocifs susceptibles d'en résulter à plus ou moins long terme (endettement du pays, aggravation des inégalités socio-économiques et des disparités sectorielles et régionales, gaspillage de ressources rares, pollution, déséquilibres économiques, etc). C'est dans ces conditions également que seront réalisées les exigences pour une véritable culture nationale populaire et progressiste où se résolvent, concrètement, les prétendues contradictions entre la modernité et l'authenticité, par la praxis des masses populaires elles-mêmes, prenant enfin en mains leur propre sort.

B - POUR UNE CULTURE ARABO-ISLAMIQUE RENOVÉE PAR LA PRAXIS POPULAIRE

C'est qu'en effet, contrairement à ceux qui maintiennent qu'il y a des contradictions flagrantes et irrémédiables dans les aspirations conjointes de nos masses populaires à la modernité et à l'authenticité, et qui leur proposent alors, soit, de se rallier intégralement à une vision statique, scolastique, dénaturée et paralysante de notre héritage arabo-musulman, soit au contraire de renier franchement ce patrimoine pour lui substituer une version caricaturale, aliénante et rétrograde d'une culture occidentale en crise, étrangère, du reste, à notre patrimoine historique et à nos potentialités propres, ces masses populaires savent que ce prétendu dilemme entre la modernité et l'authenticité est un faux problème créé et entretenu par les éléments anti-populaires, dans le but d'exaspérer la confusion politique, idéologique et culturelle au sein du peuple pour mieux le dominer et le subordonner à leurs desseins.

Ceux qui souscrivent à de tels points de vue tendent à acculer notre peuple à «choisir. entre deux formes d'aliénation et de mystification tout aussi stérilisantes l'une que l'autre - entre la régression culturelle qu'ils confondent avec un soi-disant « retour aux sources », et la perte de toute identité nationale qu'ils confondent avec les exigences du progrès et du modernisme..

Au niveau des masses populaires et de leur pratique quotidienne, cette prétendue opposition entre l'authenticité et la modernité n'a rien de réel. Il n'est pas question pour nous de renier notre allégeance tenace à l'égard de la civilisation

'et des valeurs arabo-islamiques, mais plutôt de mener deux luttes concomitantes

- d'une part, lutter fermement contre toutes les Interprétations mystificatrices et mensongères de cet héritage; contre toute tentative d'utilisation de nos traditions en vue de renforcer l'oppression, l'exploitation, l'aliénation et la décadence au sein du peuple, en refusant toutes les formes de « traditionalisation » factice et forcée des masses populaires, par la remise en circulation de pratiques de croyances et de coutumes déjà périmées, ou par la réactivation d'antagonismes ethniques et régionaux qui ont perdu toute audience aux yeux du peuple.

- d'autre part et conjointement, lutter pour une réappropriation de notre véritable héritage arabo-musulman par le peuple, pour une réévaluation sans complexes ni complaisance de cet héritage en vue de le mettre au service des masses populaires dans leur action pour la libération et l'édification d'une société plus juste, en mettant en valeur tout ce qui, dans cet héritage, renforce, l'élan populaire vers la solidarité, la -dignité et la foi inébranlable dans la destinée de notre peuple et exalte les traditions de vigilance et de lutte pour la liberté et contre l'arbitraire et l'exploitation.

En d'autres termes, l'enjeu des luttes sociales n'est pas le choix entre la sacralisation et le mépris du passé, mais plutôt entre les privilégiés qui veulent exploiter, en les dénaturant, nos traditions pour maintenir le statuquo, et les forces populaires de libération qui veulent se réapproprier ce patrimoine pour appuyer leurs aspirations à la rénovation et à la transformation des structures fondamentales de la société. Comme le montre leur comportement quotidien, nos masses

populaires aspirent à la rénovation de la civilisation et de la culture arabo-islamiques tout en désirant assimiler tous les acquis incontestables de la science et de la technologie moderne.

De la même façon, nous lutterons sans complexes et sans exclusives, pour rendre tous les acquis réels et incontestables de la science et de la technologie moderne, accessibles à notre peuple en vue de les mettre eux aussi au service de notre combat pour la libération et la rénovation. Un tel effort d'assimilation collective et consciente s'impose à nous, comme une nécessité impérieuse et irrécusable, parce qu'il n'est qu'un prolongement normal de notre lutte pour la libération et le développement. Celle-ci ne pourra réussir que si elle s'attaque aux fondements même de notre dépendance technologique, scientifique et culturelle, ce qui implique la mise en œuvre d'une politique d'accumulation du savoir scientifique et technique conjointement à nos efforts d'accumulation du capital et de mobilisation des énergies populaires. Une telle ouverture sur le monde moderne nous permettra, par ailleurs, de renouer avec les véritables traditions de nos ancêtres du temps de l'épanouissement et la civilisation arabo-musulmane. Ceux-là, en effet. Ne voyaient aucune contradiction entre leur allégeance inébranlable aux valeurs islamiques et leur désir d'assimiler tous les acquis scientifiques, technologiques, littéraires et artistiques des diverses civilisations de l'époque. Ils y voyaient plutôt un facteur d'enrichissement, d'épanouissement et d'approfondissement de leur patrimoine propre le problème de l'adaptation de la langue arabe aux nouvelles nécessités scientifiques de l'époque était résolu

simplement et sans complexe par l'adoption de termes consacrés empruntés aux autres langues à chaque fois que cela s'avérait nécessaire. Les concepts d'«ijtihad» de «kias» et d'«ijmaâ» n'avaient pas alors la signification statique et scolastique qui leur a été donnée par la suite ; ils faisaient partie d'un effort constant d'appréciation des situations nouvelles et d'interprétation toujours plus audacieuse du patrimoine national, en vue de trouver les solutions les mieux adaptées aux conditions nouvelles et aux principes fondamentaux qui faisaient l'unanimité de la communauté islamique. C'est avec ces types de traditions et avec ces ancêtres qu'il nous faut renouer. Assimiler les acquis incontestables de la science et de la culture moderne, c'est renouer nos liens avec des ancêtres comme al-Farabi, Ibn Rochd, Ibn Sina, Khawarizmi, Birouni, Ibn Khaldoun, etc... qui, grâce à leur fortitude et à leur discernement critique, ont pu contribuer d'une manière décisive au développement de la science et de la connaissance universelle à leur époque.

Proclamer notre ouverture aux véritables acquis de la science et de la culture .universelles, exige notre inscription en faux contre toutes les interprétations caricaturales, factices et stérilisantes du «modernisme qui ont cours dans certains milieux. D'aucuns réduisent abusivement cette option à une simple consommation des produits modernes, ou à l'acquisition de recettes technologiques ou d'un savoir faire artificiellement isolés de l'esprit et de la méthode scientifiques qui ont présidé à leur conception. D'autres interprètent cette option comme impliquant le mimétisme servile de toutes les modes occidentales passagères, et

l'importation sans discrimination de toutes les idées qui ont cours dans les sociétés capitalistes actuelles, .même des «idées- décadentes, manifestement- pernicieuses et aliénantes, et sans lien tangible avec les préoccupations essentielles du peuple marocain. De telles entreprises doivent être combattues avec fermeté parce qu'elles ne profitent qu'aux éléments obscurantistes et réactionnaires; elles retardent considérablement le mouvement de libération populaire au lieu de le renforcer et de l'accélérer. Elles ne peuvent être qu'étrangères à une société socialiste et démocratique.

L'objectif, ultime de toutes nos luttes et de tous nos efforts pour l'édification d'une société socialiste vise ainsi, à travers la libération de notre collectivité nationale et la rénovation de notre civilisation arabo-islamique, la libération de l'homme de toutes les formes d'aliénation économique, politique, sociale et culturelle, anciennes ou nouvelles, individuelles ou collectives, qui ont pendant si longtemps entravé son plein épanouissement,. C'est dans cette lutte organisée et permanente pour la désaliénation de l'homme que réside l'objectif ultime de notre mission historique, celle pour laquelle doivent lutter les militants, les jeunes, les intellectuels et tous les progressistes du pays.

Ce combat incessant pour la désaliénation de l'homme nous impose une .multiplicité d'impératifs

- la liquidation des fondements même de la subordination de notre peuple aux exigences et aux besoins de l'impérialisme.
- un combat inlassable de restructuration globale et radicale des institutions et des rapports sociaux en vue de liquider toutes les formes de domination et d'exploitation de l'homme

par l'homme. A cet égard, un effort, particulièrement intensif et soutenu, devra être dispensé en vue de libérer les femmes marocaines de toutes les contraintes juridiques: économiques, sociales et culturelles qui servent à les maintenir dans un état de subordination injustifiable et qui les empêchent de jouer pleinement leur rôle dans la bataille commune pour la libération et le développement.

- un effort soutenu de démocratisation afin que l'état, l'économie et la culture soient au service des masses populaires et non le contraire.

- une vigilance, une lutte et une éducation populaires afin de juguler les risques de résurgences de nouvelles formes d'aliénation à des entités ethniques ou régionales, à des symboles périmés ou à des abstractions figées et inopérantes.

Tout cela n'est possible que par l'édification collective et démocratique d'un nouveau type de société, la société socialiste, qui assure la participation active et organisée des masses populaires à l'orientation et au contrôle de toutes les instances économiques, politiques, sociales et culturelles tant au niveau national et régional qu'au niveau local, tout en garantissant en permanence le débat et la discussion pour dégager les solutions les mieux adaptées à nos aspirations et à nos spécificités. Un tel climat de participation authentique et de discussion responsable, à tous les niveaux, sera seul en mesure d'assurer pleinement l'intégration nationale; la mobilisation de toutes les forces vives du pays, et l'adhésion des masses populaires à tous les sacrifices qui devront être consentis.

III L'INSTRUMENT DE REALISATION ET LA GARANTIE REELLE DE NOTRE OPTION SOCIALISTE : LE PARTI

Cependant, il importe, à ce niveau de définition de nos options, de souligner que ces dernières resteront des vœux pieux si l'instrument de leur réalisation, le PARTI, n'est pas lui-même organisé de façon à ce qu'il soit, de par son fonctionnement, les rapports entre ses militants et leur niveau de formation idéologique et politique, la préfiguration même de la société que nous aspirons à édifier.

Le point de départ doit être, à cet égard, que la clarification et la définition de notre option et de notre stratégie socialistes doivent constituer, en elles-mêmes, une auto-critique positive de notre PARTI et servir de base et de cadre aux rectifications et aux redressements de nos déficiences ou de nos erreurs que nous devons connaître et analyser sans complexe, car elles ont souvent été liées aux conditions concrètes de la lutte et du contenu populaires de notre PARTI. Notre PARTI qui incarne la continuité du mouvement populaire de libération nationale a subi nécessairement les effets positifs et négatifs des contradictions de ce mouvement et ce, au niveau de ses composantes sociales et idéologiques, de son organisation, de ses positions et de ses méthodes. Loin de camoufler ces contradictions ou de les considérer comme l'expression d'une fatalité liée à la «mentalité» de telle ou telle catégorie sociale, nous pouvons, au contraire, en être fiers dans la mesure toutefois où, enregistrant l'évolution même de notre base, née de la dialectique de la lutte et de la dynamique sociale, conscients des impératifs nouveaux que nous impose notre mission

historique, nous créons les conditions d'organisation et de clarification idéologique qui nous permettent de les dépasser dans le cadre de notre option socialiste.

Celle-ci qui ne peut, comme nous l'avons souligné, s'exprimer sous la forme de vérités définitives et de schémas immuables détermine cependant des principes de base à notre pensée et une stratégie à notre action ; de telle manière que doit être mis fin aux équivoques et confusions possibles. Notre action quotidienne, les données extérieures à notre PARTI, positives ou négatives qu'on ne peut prétendre prévoir ou maîtriser totalement imposeront nécessairement des compromis mais ceux-ci apparaîtront, comme tels, ne pourront être pris comme des victoires ou des défaites définitives, ni en aucune façon éteindre la vigilance et la combativité des militants et des masses populaires.

A - DEUX VISIONS ANTI-SOCIALISTES : Le spontanéisme et l'Ouvriérisme.

Pour cela notre PARTI devra résolument rejeter toutes les idées fallacieuses et anti-socialistes liées au spontanéisme qui fonde l'activisme désordonné. Il devra rejeter la croyance en la préexistence d'une conscience de classe à la lutte et à l'organisation politique, croyance qui sert à justifier l'ouvriérisme, la division des masses populaires et la domination des appareils. Notre PARTI ne peut être l'instrument de la lutte des classes opprimées et le vecteur d'une conscience de classe qu'à la condition qu'il reconnaisse le rôle d'avant-garde dévolu à la classe ouvrière, de par les conditions de son insertion dans le système d'exploitation que subit notre pays. Cette reconnaissance ne

doit, sous aucun prétexte, nous faire sous-estimer la capacité de lutte et les déterminations révolutionnaires que recèlent - ,les autres classes populaires et notamment la paysannerie pauvre le lumpun prolétariat et la petite et moyenne bourgeoisie des villes et des campagnes. Elle ne doit pas non plus nous faire négliger le rôle essentiel des intellectuels et la force matérielle considérable que représentent la formation idéologique et la théorisation des aspirations des masses populaires qu'il leur revient d'assumer-quelle que soit leur origine sociale - dès lors où ils ont opté de se lier au peuple et que, concrètement, ils se sont mis à son service et à son écoute, dans sa lutte, quotidienne, et ce, quels qu'en soient les sacrifices.

B - LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE DANS ET POUR LA LUTTE POPULAIRE

Ce qui garantit la nature de notre PARTI et le met à l'abri de toutes déviations de ses options et de son orientation ne peut résider que dans le principe de base du centralisme démocratique qui régit son organisation et les rapports entre ses militants, à différents niveaux de responsabilité. Ce principe permet aux militants de la base d'assumer eux-mêmes la responsabilité de l'orientation et la charge des décisions qui en découlent, de faire de l'appareil lui-même du PARTI non un réseau d'embrigadement mais une courroie de transmission, à l'ensemble des militants, des préoccupations et des aspirations des masses populaires. Il constitue une condition essentielle pour renforcer la vigilance de la base et la doter d'une capacité de discernement dont on a vu l'efficacité au sein mêmes de notre PARTI sous la forme des

luttons qui y ont abouti aux décisions du 30 juillet 1972 et du 15 septembre 1974 et enfin à ce Congrès Extraordinaire lui-même.

Encore convienne-t-il d'attirer l'attention sur le fait que le centralisme démocratique qui demeure le principe de base régissant les rapports entre militants au sein de notre PARTI, n'a de signification réelle que lorsqu'il s'applique dans et pour la lutte populaire ; c'est, par conséquent, la définition de notre stratégie et la détermination de nos tâches immédiates, impliquant la coordination des initiatives locales ou régionales et leur orientation en fonction de cette stratégie et de ces tâches, qui donnent sa nécessité et son contenu réel au centralisme démocratique. C'est cela qui permet de ne pas voir ce principe se transformer en un formalisme qui ne sert qu'à faire avaliser à une base passive les décisions de la direction, ou qu'à être une couverture à, l'anarchie et à l'indiscipline. Le principe du centralisme démocratique est donc une implication de la lutte pour des objectifs définis collectivement au niveau de l'ensemble du PARTI et dont la réalisation galvanise et oriente l'ensemble des luttes quotidiennes des militants et des masses populaires dont ils constituent l'aile la plus consciente.

Ce n'est que dans ces conditions que la conscience de classe et le poids de la base donnent à l'appareil sa nature et sa fonction juste, celles d'une courroie de transmission des impulsions populaires vers les militants assumant la direction du PARTI en vue de leur assurer la coordination requise et de leur donner la dimension nationale nécessaire. Ce n'est que dans ces conditions que l'exigence de discipline des militants se distingue fondamentalement de l'embrigadement

ou de la passivité au profit d'un appareil mué en un instrument de marchandage et de transaction au nom des masses populaires.

S'exerçant dans ce cadre, le rôle des intellectuels, dans notre PARTI. se trouve circonscrit dans les limites dévolues à un outil de théorisation des aspirations et de la -lutte des masses populaires, et à un vecteur de la conscience et de la culture de classe nécessaires au renforcement de cette lutte.

C - LES INTELLECTUELS ET LA JEUNESSE AU SERVICE DES MASSES POPULAIRES ET DE LEUR LUTTE CONCRETE

Les intellectuels et la jeunesse ayant acquis une formation théorique ont ainsi un rôle primordial à jouer dans la consolidation et le rayonnement de notre PARTI. L'édification d'un. nouveau type de société et la lutte pour le grand dessein historique que nous présentons au peuple marocain et dont notre alternative de libération constitue le prélude ne peuvent que galvaniser leurs capacités et constituer le ferment de leur mobilisation au service réel des masses populaires. Ils ne peuvent cependant jouer pleinement leur rôle que pour autant qu'ils se libèrent eux-mêmes de toutes les influences qu'exercent, nécessairement, sur une partie d'entre eux les conditions dans lesquelles se déroulent et s'expriment les contradictions du système qui exerce son emprise sur notre nation, d'une part, ou la mystification et la dénaturation dont notre culture nationale est l'objet de la part des forces rétrogrades dans notre pays, d'autre part.

En effet, les signes révélateurs de la profonde crise de la civilisation bourgeoise d'accident qui nous domine se

répercutent chez une partie de notre jeunesse à travers les circuits de domination économique et culturelle que subit notre pays. Ces circuits nous transmettent, ainsi, les facteurs et les signes de décomposition morale et politique de cette civilisation.

Notre jeunesse écrasée par la régression sociale et l'étouffement des libertés publiques se révolte et réagit concrètement. Cependant elle ne peut être inconsciente du fait que les problèmes de son peuple n'ont rien de commun avec ceux de la jeunesse d'Europe et portent, en réalité, sur des revendications relatives aux besoins élémentaires de travail, d'enseignement, d'alimentation même et de dignité. Suivre les mêmes formes de contestation et d'action de la jeunesse; désabusée et sans attaches populaires de l'Europe c'est se condamner à l'isolement, l'inefficacité et l'agitation sans perspectives de transformations réelles. Une telle voie débouche inéluctablement sur une désorganisation et un affaiblissement du front des forces populaires nationales en lutte et lui cause des préjudices certains.

Par ailleurs, la révolte d'une autre partie de la jeunesse marocaine non moins sincère et non moins dynamique s'exprime dans une direction opposée mais non moins démobilisatrice. Divers groupes trouvent dans le mysticisme et le confrérisme un subterfuge pour fuir la réalité et déboucher, par ce biais, au nom d'une authenticité confondue avec le retour aux pratiques les plus rétrogrades, sur une agitation politique qui peut prendre parfois des formes quasi-fascistes.

Ces deux phénomènes qui se développent et s'opposent aboutissent à la déperdition d'un potentiel considérable de

sincérité, d'ingéniosité, de sacrifices et d'élan créateur. Ce potentiel, au lieu d'être au service des masses populaires et de leur lutte pour la libération, au lieu de renforcer et d'accélérer le mouvement progressiste en perturbe l'organisation et en disperse l'énergie.

Ces deux phénomènes ne peuvent que nous inciter à maintenir, et à accentuer l'un des traits caractéristiques de notre parti, son ouverture permanente à la discussion et à la contestation. Instrument de contestation, il ne peut le rester que pour autant qu'il l'accepte en son sein, mais avec toutefois une condition essentielle, intransigeante que la discussion ne soit pas l'alibi de l'inaction et la contestation la voie à l'anarchisme, à l'élitisme, au marginalisme et à l'indiscipline. La nature de notre société, les défis que nous impose l'impérialisme international, les exigences de notre patriotisme militant et notre identification aux intérêts des masses populaires impliquent donc que notre PARTI soit dans son organisation, ses méthodes et son fonctionnement à la mesure de l'immense et exaltante tâche que constitue la lutte pour une nouvelle société, démocratique, socialiste et libérée et pour son édification. Celle que nos masses populaires appellent de leurs vœux et que nous avons définie à partir de l'analyse des données objectives et de la réalité concrète de notre pays n'a ainsi rien d'une utopie. Dès le départ, nous avons montré que la pensée et la méthodologie socialistes sont incompatibles avec la subordination de la réalité à des schémas abstraits ou stéréotypés. Nous réaffirmons que nous refusons la religion des modèles quels que soient le rayonnement de telle ou telle expérience historique et l'envergure de son promoteur.

U.S.F.P. : PARTIE INTEGRANTE DU MOUVEMENT PROGRESSISTE DANS LE MONDE.

Cela ne signifie cependant pas que nous voulons ignorer les expériences passées et actuelles des autres peuples en lutte pour la libération et le progrès, ni que nous entendons lutter dans l'isolement. Notre lutte passée et la nature même de notre option socialiste, nous situent dans le mouvement populaire et progressiste à l'échelle internationale et, bien entendu, plus directement au Maghreb Arabe, dans le monde Arabe et dans les continents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Elles donnent à notre solidarité avec les partis qui jouent le rôle d'avant garde dans la lutte pour la libération et le progrès dans ces régions du monde, le caractère d'un impératif et d'une nécessité historique. Elles impliquent, également pour notre PARTI l'établissement des relations de solidarité avec le mouvement socialiste dans le monde sous quelque forme et dans quelque condition qu'il s'exprime et se construit en fonction de la diversité des données objectives et des spécificités nationales. Elles nous rattachent enfin, par des liens de sympathie et de soutien aux mouvements de contestation et de regroupement des forces populaires dans les pays qui subissent le joug du capitalisme et plus particulièrement dans les pays les plus proches géographiquement de notre pays que ce soit au Portugal, en Espagne ou dans le reste de l'Europe.

Notre option socialiste, notre lutte pour une alternative de libération, loin de nous imposer l'isolement ou le chauvinisme, nous tracent, au contraire, une voie d'ouverture, d'échange et de solidarité avec l'extérieur et donnent, ainsi à nos masses populaires l'occasion d'enrichir leurs expériences, à partir de celles d'autres peuples, d'assimiler les enseignements de la lutte universelle pour la libération et d'y contribuer elles-mêmes par leur combativité, leur créativité et leur expérience propre.

C'est, par delà nos tâches immédiates et futures de transformation de la réalité nationale et d'édification d'un nouveau type de société, la mission universelle qui incombe à notre PARTI et et à nos militants.

RESOLUTION SUR LE RAPPORT IDEOLOGIQUE

— **Se fondant sur** : le projet de rapport idéologique étudié et discuté depuis un mois dans les organisations de base, les sections et les provinces.

— Les observations et propositions des congressistes qui résultent d'un effort collectif d'étude et de réflexion, et qui ont été exposées au nom et chaque fédération provinciale au cours des séances plénières du Congrès.

— et le rapport présenté par la Commission Idéologique du Congrès.

LE CONGRES DE L'UNION SOCIALISTE DES FORCES POPULAIRES REUNI A CASABLANCA DU 10 AU 12 JANVIER 1975.

Approuve la méthodologie et les principes qui sont à la base du projet de rapport idéologique, comme fondement de la stratégie et de la ligne politique de l'U.S.F.P.

Considère ce projet comme cadre à un débat très large dans les rangs des militants en vue, de l'enrichir et d'en approfondir tous les aspects selon la méthodologie dialectique et scientifique, particulièrement en ce qui concerne l'analyse historique.

LE CONGRES SOULIGNE LES PRINCIPES SUIVANTS :

1°) Le principe moteur de la stratégie de l'U.S.F.P. et de sa lutte est le lien étroit entre la libération, le développement, la démocratie, et l'édification socialiste, en tant qu'aspects indissociables d'une politique globale visant à la transformation des structures économiques, sociales, culturelles et politiques dans l'intérêt des travailleurs.

2°) - L'édification socialiste a pour but la construction d'une société socialiste fondée sur la propriété collective des moyens

de production et d'échange, cette société sous la direction des travailleurs et des paysans, devant mettre fin à l'aliénation de l'homme, et l'aliénation de notre entité nationale en tant que civilisation, culture et valeurs.

3° - Notre conception globale des voies et moyens de l'édification socialiste, et du genre de société socialiste à laquelle nous aspirons et pour laquelle nous luttons, n'admet pas la soumission aux schémas abstraits et préétablis. Elle n'admet pas non plus l'imitation d'expériences étrangères, ni la définition de notre identité idéologique par la référence ou le choix entre les diverses expériences socialistes. Notre conception n'est subordonnée qu'aux réalités de notre société et à la nécessité de créer pour notre mouvement les conditions objectives et subjectives lui permettant de définir clairement sa ligne de conduite à court et moyen terme et réaliser ses objectifs stratégiques.

4°) - Nous ne voyons aucune contradiction entre le socialisme scientifique en tant que méthodologie de pensée et d'analyse d'une part, et les traditions et valeurs progressistes de notre civilisation arabo-islamique d'autre part.

Nous voyons qu'il y a là au contraire une complémentarité fructueuse, car le patrimoine et les valeurs islamiques véritables sont le patrimoine et les valeurs que les masses populaires portent en elles avec leur aspiration aux transformations profondes de la société et à la construction du socialisme.

5°) - L'Union Socialiste des Forces Populaires fait partie intégrante du Mouvement Populaire de libération à l'échelle internationale, mouvement qui lutte pour la libération du système international d'exploitation des peuples mis en place par l'impérialisme dans les Trois Continents, et au sein duquel la Révolution Palestinienne joue actuellement un rôle moteur d'avant-garde.

Le Congrès Réaffirme que l'Union Socialiste qui incarne et assume la continuité du mouvement populaire de libération dans notre pays, fonde sa lutte sur une pensée ouverte à l'évolution et les rectifications résultant de la dialectique de la lutte, et des transformations historiques sur les plans local et international.

Appelle tous les militants à continuer l'étude et la discussion des documents idéologiques mis à leur disposition, ainsi que l'étude des expériences révolutionnaires et socialistes étrangères, afin d'en tirer profit sans pour autant les considérer comme des modèles idéaux.

Charge la Commission Administrative et le Bureau Politique, de prendre les mesures nécessaires pour l'organisation d'écoles régionales de formation idéologique, sur la base du document complémentaire d'explication préparé par la Commission Préparatoire du Congrès sous la forme d'une série de cours.

Appelle tous les militants, à continuer de façon organisée et permanente, l'action de clarification de l'option de l'Union Socialiste, cela au sein des masses populaires, et tout particulièrement au sein de la jeunesse, afin d'élargir les domaines de lutte populaire et de contrecarrer toutes les méthodes de confusion et de mystification.

TABLE DE MATIERE

Introduction	
PREMIERE PARTIE : LES DETERMINANTS HISTORIQUES DE NOTRE OPTION SOCIALISTE	
I - Nécessité de l'analyse historique pour écarter les équivoques et les mystifications	
II - Processus d'implantation de l'appareil de l'Etat et nécessité de reconversion de ses rouages	
III - Nature du double engrenage de la dépendance et de la régression	
IV - Unité du processus de régression subi par les masses populaires	
V - Le système international de domination impérialiste et ses contradictions.	
DEUXIEME PARTIE : NOTRE OPTION SOCIALISTE : SON CONTENU - SES IMPLICATIONS IMMEDIATES - SA FINALITE ET L'INSTRUMENT DE SA REALISATION	
I - Les trois termes d'une seule et même équation : Libération - Démocratie - Planification socialiste	
A - Développement - Libération	
1) Réforme agraire	
2) Base industrielle du développement	
3) Maîtrise des relations économiques internationales	
4) Satisfaction des besoins sociaux et collectifs...	
B - Développement - Libération - Reconversion de l'appareil de l'Etat et sa démocratisation	
C - Développement - Libération - Démocratie - planification socialiste	

- D - Contenu de la phase transitoire
- II - **Finalité de notre projet de société socialiste**
- A - Un nouveau modèle de production et de consommation
- 1) Reconvertir l'économie pour la mettre au service des masses populaires
- 2) Détermination collective démocratique de la production
- 3) Conception socialiste de la rentabilité
- B - Pour une culture arabo-islamique renouée par la praxis populaire
- III - L'Instrument de réalisation de la société socialiste :
Le PARTI
- A - Deux visions anti-socialistes : le spontanéisme et l'ouvriérisme
- B - Le Centralisme démocratique dans et pour la lutte populaire
- C - Intellectuels et jeunesse au service des masses populaires et de leur lutte concrète
- D - U.S.F.P. : Partie intégrante du mouvement progressiste dans le monde
- Résolution sur le rapport idéologique

